

*Rapport sur le racisme systémique vécu
par la communauté LGBTQ+
montréalaise*

Décembre - 2017

Une initiative du :



rendue possible grâce au soutien financier de

***Immigration,
Diversité
et Inclusion***



Rédaction :
Jade Almeida, chargée de projet

Coordination :
Marie-Pier Boisvert, présidente du Conseil québécois LGBT

Graphisme :
Lise Chovino, lise.chovino@yahoo.com

Conseil québécois LGBT (CQ-LGBT)
C.P. 182, succursale C
Montréal (QC), H2L 4K1
Téléphone : (514) 759-6844
info@conseil-lgbt.ca/www.conseil-lgbt.ca



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation Commerciale 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)

Il est permis de reproduire à des fins purement informatives et non commerciales tout extrait du présent document pourvu que le nom des auteurs et de la source soient clairement indiqués. Pour citer ce document : Almeida, Jade (2017), *Rapport sur le racisme systémique vécu par la communauté LGBTQ+ montréalaise*, Conseil québécois LGBT, Montréal.

Table des matières

Table des matières	3
Introduction.....	5
Présentation des activités	6
Retour sur le processus	8
Situations et mise en contexte	9
Du problème de logement.....	11
La précarité de l'emploi.....	16
Violences policières	17
Le milieu de la santé.....	22
Milieu scolaire	27
Au sein du milieu communautaire.....	33
La religion.....	38
Le Conseil québécois LGBT formule ses recommandations :.....	42
Conclusion	44
Bibliographie :.....	45
Annexe:.....	47

*You literally cannot be a black queer woman!
Because you can't be black AND a woman
AND queer. You are already black ! You are as
far from a human being someone can possibly
be. So why wait to be treated like one ? Only
whites can have the luxury to be gay ! They are
white ! They can compensate! (Fiche #16)*

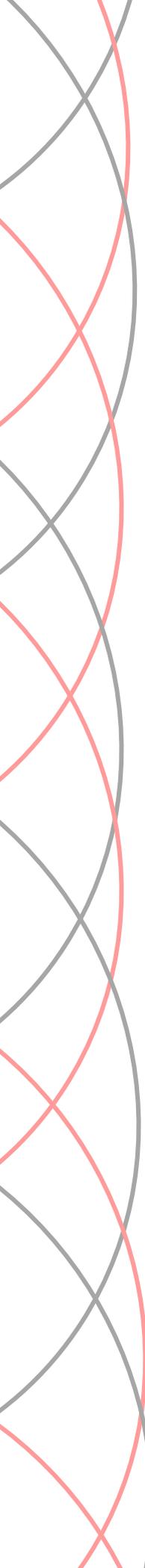
Introduction

Le 18 août dernier, nous avons soumis au Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) un projet en réponse à l'appel pour réaliser une Consultation sur le racisme systémique afin que la Commission tienne notamment compte de l'intersection entre le racisme et les LGBTphobies dans ses consultations. Notre proposition a été acceptée selon le premier mandat qui avait été choisi par le ministère. En dépit de l'évolution de ce dernier, le Conseil québécois LGBT a souhaité poursuivre la mission qu'il s'était donnée à savoir mener une consultation sur le racisme systémique en lien avec les communautés LGBTQ+. Ce document en est la synthèse.

Ainsi, pour la réalisation du présent rapport, nous avons recueilli 25 témoignages individuels. Toutes les personnes interviewées ont été victimes de racisme, certaines après avoir été témoin et être intervenues. Les 25 personnes entendues font partie de la communauté LGBTQ+ et sont racisées. Autant que faire se peut, nous avons essayé de recevoir des personnes représentant une grande diversité d'identités de genres et des sexualités. Sur la totalité des témoignages, nous avons donc pu nous entretenir avec des personnes s'identifiant comme lesbiennes, trans, bisexuelles, queers, gaies, studs¹ ou encore pansexuelles².

¹ Selon la propre définition donnée par les participantes : une stud est une lesbienne racisée dont le code vestimentaire ou encore l'attitude sont assimilés au domaine du masculin

² La pansexualité [*pan* du grec *tout*] est le fait de pouvoir être sexuellement et/ou romantiquement attiré.e par une personne sans égard à son sexe ou son genre.



Nous regrettons néanmoins, étant donné le temps imparti et les difficultés liées à l'organisation de la Commission, de ne pas avoir pu rejoindre des personnes intersexes, asexuelles ou bispirituelles. De plus, la tranche d'âge atteinte était de 20 à 37 ans, ce qui exclut complètement, non pas par choix, mais par manque de temps, les mineurs et les personnes de plus de 40 ans. Pour autant ces tranches d'âge sont tout aussi importantes les unes que les autres si l'on veut pleinement prendre en compte les implications multiples du racisme systémique.

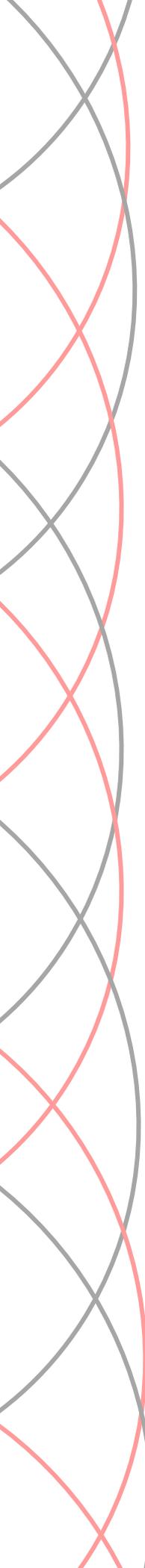
En dépit de ces manquements dans le panorama des témoignages que nous reconnaissons, cela n'invalide pas pour autant l'importance et surtout la pertinence des témoignages qui nous ont été confiés.

Aussi nous remercions encore une fois les participant.e.s d'avoir répondu à notre appel dans un délai aussi court.

Présentation des activités

Toutes les rencontres ont été faites en face à face avec notre chargée de projet, elle-même s'identifiant comme femme cis, noire et lesbienne. Ces rencontres se sont effectuées à chaque fois dans un lieu choisi par l'invité.e. à savoir un restaurant ou un café situé à Montréal. À deux reprises les rencontres ont eu lieu au local d'Arc-en-ciel d'Afrique, qui était notre partenaire pour le projet, et un rendez-vous a également été mis en place au domicile de la chargée de projet. Il aurait été intéressant d'avoir le temps et les moyens de se déplacer en région afin d'y recueillir des témoignages, les spécificités du vécu en région étant trop rarement reconnues. **Nous recommandons qu'un volet régional soit retenu comme angle d'étude à développer à l'avenir.**

Soulignons que nous avons demandé l'autorisation de rémunérer les individus participant à ce projet, **mais que ça n'a pas été possible en raison des contraintes de la**



subvention. En effet, les personnes interrogées font partie de populations déjà sursollicitées pour leurs témoignages – or, cette sursollicitation s’accompagne rarement, voire jamais, d’un dédommagement significatif. En tant qu’organisme de défense des droits, nous critiquons cette considération de l’accès à leurs histoires comme à un dû.

Nous désirons attirer l’attention sur de tels procédés : exiger temps et énergies de leur part, au risque de leur causer des impacts psychologiques importants (que ce type de rencontre déclenche nécessairement) et sans considérer comme légitime qu’elles puissent être au minimum rémunéré pour leur participation revient à une **énième violence infligée aux populations marginalisées.**

Notons que nous allions à la rencontre de personnes subissant plusieurs discriminations qui ont affecté considérablement leurs conditions de vie. La présente synthèse démontre ainsi de grandes difficultés d’accès à des logements décents, des emplois non précaires ou encore des services publics de base allant du milieu de la santé à l’éducation, en passant par le secteur juridique et légal. **Aussi, rémunérer nos participant.e.s devenait en soi une première stratégie d’aide à la survie de ces populations.**

Les rencontres se sont tenues tout au long du mois de novembre jusqu’au début de décembre. Elles se faisaient en face à face entre notre chargée de projet et l’invité.e. À quatre reprises les rencontres se sont faites en petit groupe, c’est-à-dire que les personnes contactées ont préféré être accompagnées d’une deuxième personne, voire d’une troisième, en soutien. Dans les quatre cas, les accompagnant.e.s rentraient également dans les critères des populations visées par ce projet. Elles ont alors accepté de participer aux entretiens et de faire remplir une fiche en leur nom. Les dates précises de chaque rencontre se situent dans un tableau en annexe.

Retour sur le processus

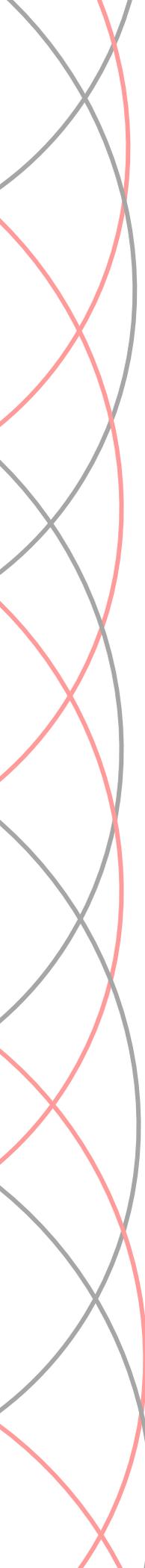
Au début de chaque entretien, la chargée de projet a pris le soin de réexpliquer en quoi consistait le projet ainsi que les évolutions du mandat depuis son lancement. Chaque personne invitée se voyait donc le choix de participer ou non à l'entretien en ayant pleinement conscience des changements de direction du MIDI.

Les rencontres ont duré entre 40 minutes et plus de 4 heures. Chaque invité.e a eu accès à la fiche « **Témoignage reçu** », distribuée par le MIDI, avant d'accepter de confier son témoignage. **En plus de la fiche, la chargée de projet a pris des notes détaillées pendant les rencontres.** Bien qu'aucun.e participant.e ne se soit retiré du processus à cette étape, la très grande majorité a longuement critiqué le document en question. **Ainsi la forme de collecte de données a elle-même été jugée comme non pertinente.** Parmi les critiques qui revenaient constamment, il y avait l'obligation pour elles de sélectionner un seul évènement, ciblé dans le temps et ayant des implications précises. Une des interviewées (fiche #1) a ainsi déclaré :

Ils veulent juste une discrimination si je comprends bien? Genre comme si je racontais LA fois où je me suis cassée le genou et le temps que ça a pris pour guérir... c'est ridicule! C'est pas ça le racisme! C'est pas comme ça pour nous! C'est toute ma vie qu'il faudrait que je raconte pour comprendre! Comment ils veulent faire des stats avec ça?!"

Une autre s'est exclamée au sujet de la fiche (fiche #7) : « Mais je pourrais en remplir une par jour! You want to put me into a box, it doesn't work that way! Your boxes are the reason why it's violent every day for me!"

Un autre sujet de critiques abondantes a été la question sur « les démarches entreprises pour mettre fin à la discrimination ». Pour beaucoup d'interviewé.e.s, considérer qu'il était de leur ressort de régler une situation – que même les pouvoirs politiques en place ne reconnaissent pas comme existante – était fort problématique. Une interviewée l'explique ainsi (#2) :



Cette façon de poser le problème de discrimination, avec ce focus sur ce que la victime a fait ou pas pour régler la situation, c'est très parlant! Ce n'est pas de mon ressort de régler le problème! Je n'ai pas le pouvoir pour ça! Tout est une question de pouvoirs. Tu ne peux pas demander à ceux qui ont le moins de pouvoir ce que EUX font pour régler les discriminations!

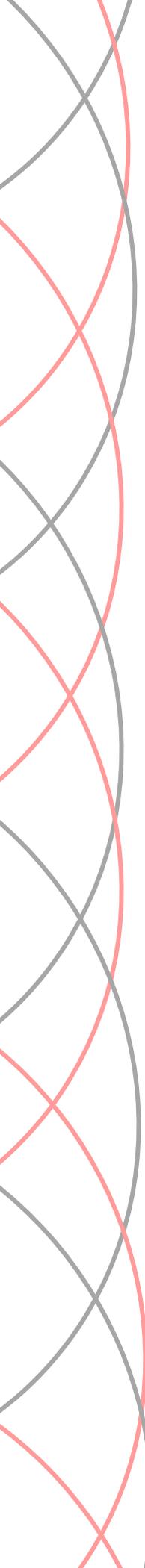
Tous.te.s ont néanmoins accepté de répondre aux questions permettant de remplir ces fiches.

Situations et mise en contexte

Les expériences de racismes racontées couvrent tous les secteurs listés par la fiche de témoignage. Les conséquences sont grandes et aucune personne, qu'elle ait entrepris des démarches ou pas, ne considère avoir pu régler le problème ou s'assurer que cela ne se reproduise plus. **La particularité des situations décrites est que la discrimination subie relève de l'enchevêtrement de plusieurs rapports de pouvoir.** On ne peut comprendre les conditions de vie et les événements subis par nos répondant.e.s sans tenir compte de leur position à l'intersection du racisme, du sexisme, du classisme, ou encore de la transphobie, de la lesbophobie, de la biphobie et de l'homophobie.

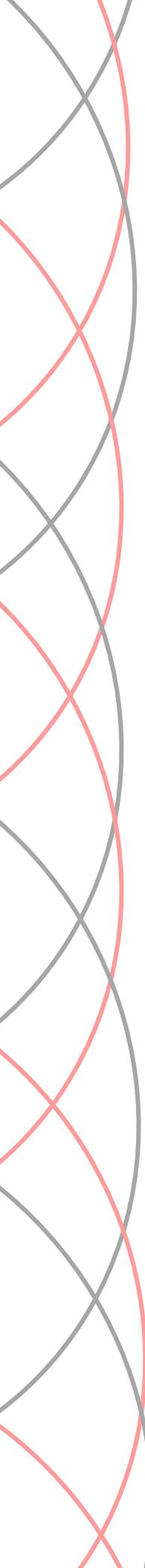
Pour mettre en contexte les témoignages, il faut rappeler que le Canada – incluant le Québec – a une histoire de discriminations envers les populations racisé.e.s qui s'enracine dans un passé esclavagiste. L'esclavage des populations noires et autochtones était en cours jusqu'au XIX^e siècle (Maynard, 2017). Si l'échelle du nombre d'esclaves au Canada était moindre qu'aux États-Unis et que l'abolition s'y est faite plus tôt (1833), cela ne signifie pas pour autant qu'il faille minimiser ses atrocités :

When mentioned at all, slavery is often described as benign and short-lived. It is a myth that enslavement can be benign. The domination and subjugation of one group of humans by another is always predicated on violence, of the threat of violence [...] The process of "holding" a human being in bondage necessitates social and material deprivation, surveillance and corporal punishment. Further many forms of violence are quite visceral. (Maynard, p.18)



Par ailleurs, les pratiques discriminantes envers les populations racisées ne se sont pas arrêtées avec la libération des esclaves. Le Canada a ainsi mis en place une ségrégation au sein de ses institutions (notamment scolaires) (Hamilton, 2011); permis la capture et le retour à l'esclavage de personnes noires (Whitfield, 2010)); voté des lois d'immigration discriminantes envers les populations racisées (sous prétexte par exemple qu'elles seraient peu appropriées au climat canadien (Calliste, 1993)); effacé de l'histoire nationale la participation des immigrant.e.s et descendant.e.s d'immigrant.e.s à la construction nationale (Winks, 1997); et enfin, échoué à adresser les disparités criantes existantes entre les communautés racisées, notamment noires et autochtones, et la population blanche sur les deux siècles qui ont suivi (CDPDJ, 2013; Radio-Canada, 2013).

Aujourd'hui, nous constatons qu'une partie de la population est toujours victime de barrières systémiques croisant à la fois le racisme, le sexisme et le classisme, entre autres. Par exemple, les personnes racisées sont surreprésentées au sein des populations les plus pauvres du Québec : elles sont victimes d'un plus fort taux de chômage, occupent plus souvent un emploi pour lequel elles sont surqualifiées et gagnent bien moins que les individus blancs à emploi égal (Rapport diversité en tête, 2013). L'écart se creuse lorsque l'on prend en compte les différences de salaires entre hommes blancs et femmes noires ou autochtone notamment (Rapport de l'institut de diversité, 2013). Si l'on s'attarde aux populations LGBTQ+ racisé.e.s, il nous manque des statistiques spécifiques au Québec, en revanche nous savons qu'à l'échelle du Canada les tendances sont alarmantes : elles sont surreprésenté.e.s dans le taux de personnes sans-abris, plus particulièrement chez les jeunes (une de nos participantes nous a confié avoir été sans logement pendant plusieurs années avant d'atteindre ses 18 ans (Fiche #14)), et sont également les premières à subir le décrochage scolaire et la dynamique du *school-to-prison pipeline* (Abramovich, 2015). Au Québec, le taux d'incarcération au sein de ces populations est bien plus élevé que pour tout autre groupe racial, les peines étant plus sévères à crimes égaux (Rapport Sapers, 2013). Les témoignages que nous avons reçus s'inscrivent tous dans ce contexte de multiples discriminations.



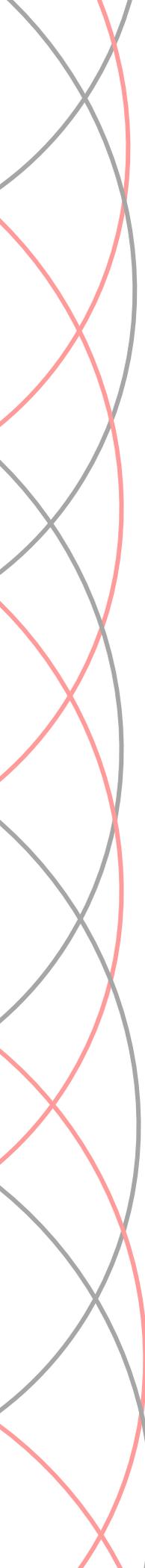
Nous avons rassemblé les témoignages selon les secteurs de discriminations cités par la fiche de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ). **Nous appuyons néanmoins l'importance de ne pas concevoir les discriminations racontées comme des axes indépendants l'un de l'autre, mais comme un tout impactant les conditions de vie des populations racisées.** Chaque forme de discrimination est donc à considérer comme profondément interreliée avec les autres. Elle ne peut être comprise en dehors d'un système général dans lesquels les structures provoquent, légitimement et justifient à la fois de tels traitements différenciés.

Du problème de logement

En matière de logement, plusieurs répondant.e.s ont cité des exemples de discrimination. Une femme noire, originaire d'Haïti et ayant grandi au Québec, raconte comment à plusieurs reprises des propriétaires ont changé brutalement d'avis en s'apercevant qu'elle n'était pas blanche (Fiche #10) :

J'ai l'accent québécois, ma langue c'est le français et mon nom ne trahit pas grand-chose. Donc au téléphone c'est toujours bon. On parle bien, on s'arrange sur l'heure et tout. Tout va bien. Mais quand j'arrive sur place... « Ah désolé, ce n'est plus libre! » Tout un coup! Même quand j'appelle 10 minutes avant pour dire « J'arrive » et que les proprios me reconfirment qu'ils m'attendent. Mais dès qu'ils me voient : « ah euh ben en fait c'est pris, désolé ». Souvent je ne peux même pas entrer dans l'appartement. Et puis ça se voit le choc quand ils voient ma peau noire! L'accent québécois ils l'imaginent jamais sur une noire! Jamais! (Fiche #11)

Le cas cité porte sur une discrimination clairement négrophobe, mais l'enjeu englobe également les multiples identités des concerné.e.s. Ainsi une participante a accepté de nous raconter ses diverses expériences dans la recherche de logement en tant que femme trans migrante. Pour comprendre les discriminations subies, il faut savoir qu'à l'heure actuelle le Québec est la seule province qui ne permet pas aux personnes trans migrantes de faire corriger leurs papiers d'identité (Tourki et Parker Finley, 2017). Pour avoir le droit de les modifier, il faut obtenir la citoyenneté canadienne, ce qui est un



processus très long (allant de 2 ans à parfois plus de 10 ans) et coûteux, en plus de devoir répondre à des critères de sélection bien précis. **Cela signifie que des personnes sont forcées, au quotidien, d'utiliser des papiers d'identité qui ne leur correspondent pas avec le risque de ne jamais obtenir le droit de les modifier.** De cela découlent des situations de risque au quotidien, de discriminations et de *coming out* forcés.

Moi pour trouver mon logement actuel j'ai fait plus de 15 visites. Mon historique de crédit est parfait, je suis employée à l'université, j'ai un visa étudiant, je n'ai jamais eu un seul loyer en retard. Mais sur les 15 visites je n'ai jamais de rappel. Ils voient mes papiers et puis ils me voient et puis c'est terminé. (Fiche #8)

Comme indique la participante, cela a un impact considérable sur ses conditions de vie :

Je n'ai pas le choix d'où je veux vivre. Forcément, tu prends le premier appartement où le propriétaire accepte. Même si c'est plus cher que ce que tu voulais, ou plus loin de ton lieu de travail, ou pas terrible. Bref tu prends. Parce que tu n'as pas le choix! Parce que tu ne sais pas quand un autre acceptera de te signer un bail, ça peut prendre 3 mois, 6 mois, 1 an, des années avant que tu retrouves quelqu'un qui accepte! (Fiche #8)

Au-delà de la difficulté de trouver un propriétaire qui ne discrimine pas, cela place les individus dans des situations extrêmement dangereuses et précaires.

J'ai toujours la boule au ventre quand je donne mes papiers. Tu ne sais pas comment l'autre va réagir! Une fois j'étais à une visite, l'appartement était correct, le loyer était correct, mais je n'étais pas à l'aise d'être toute seule avec le gars. En plus je l'avais vu barrer la porte d'entrée. C'était le soir, il faisait nuit. C'était vraiment angoissant. J'ai donné mes papiers et puis... j'ai senti que ça posait problème. Il a réagi! Il a mal réagi! J'ai réussi à partir, mais j'étais très choquée. J'ai eu peur! Tu vois, l'État m'oblige à faire un *coming out* même face à des personnes que je n'ai pas choisi et à mon propre risque! (Fiche #8)

Finalement elle parvient à obtenir un appartement par une passation de bail. L'occupante précédente, comprenant sa situation, choisit volontairement de ne pas présenter d'autres dossiers à son propriétaire afin de lui donner un coup de main. Ce

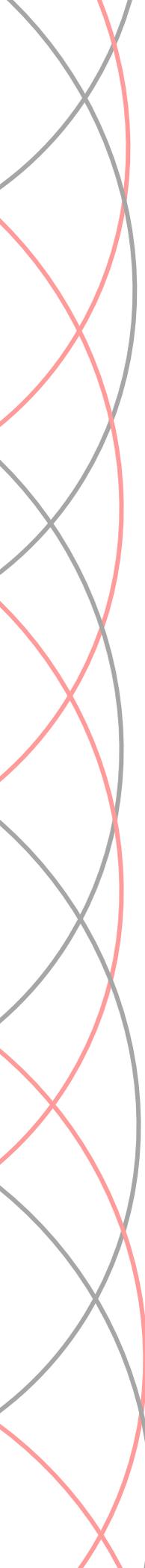
dernier exigera tout de même un dossier composé de : deux lettres de ses employeurs, une lettre prouvant son inscription à l'université, une copie de son NAS (ce qui est illégal), une lettre bancaire prouvant qu'elle avait des fonds suffisants, une lettre d'une personne qui s'engageait à payer pour elle en cas de manquement et une copie de son passeport.

La locataire précédente a admis ne pas avoir eu à fournir autant de papiers pour obtenir le logement. Mais devoir fournir plus de preuves pour avoir le droit de louer est arrivé à plusieurs participant.e.s. ainsi qu'à plusieurs membres de leur entourage : « Notre proprio actuel a appelé mon employeur pour demander le taux horaire que je faisais. Pas juste pour vérifier si j'étais bien employée comme je disais, mais mon taux horaire précisément. » (Fiche #18)

Quand je cherchais un logement et que je donnais mon nom ou ne masquais pas mon accent, l'appartement n'était jamais disponible. Puis je demandais à une amie d'appeler juste après, avec un nom bien québécois et là on lui proposait une date pour venir visiter. J'ai fait le coup trois fois. Après ça devenait trop déprimant de confronter. Ça menait nulle part. (Fiche #15)

Ma sœur a appelé une proprio, pareil elle a grandi à Montréal comme moi. Donc son accent est comme le mien. La proprio a commencé à discuter de ce qu'elle recherchait comme locataire et tout. Elle s'est sentie à l'aise. Elle ne s'imaginait pas parler à une noire tu comprends? Donc elle s'est lâchée : « Je ne veux pas de migrants, vous voyez ces gens-là, les noirs non plus parce qu'ils font trop de fêtes, je veux pas de ça chez moi. Je préfère louer à des jeunes femmes comme vous. Je suis plus tranquille » ce genre de chose. Au bout d'un moment ma sœur lui a dit « je suis une femme noire » et là d'un coup ça lui a coupé le sifflet. Et elle a paniqué, « non non en fait, c'est correct. » Elle a voulu justifier. Ma sœur lui a dit que c'était pas la peine, qu'elle allait certainement pas habiter chez une personne comme elle et lui a raccroché dessus. (Fiche #11)

À chaque fois nous avons cherché à savoir si elles avaient pu porter plainte ou obtenir une quelconque réparation. La grande majorité a répondu ne pas avoir les fonds, le temps et/ou l'énergie nécessaire pour se lancer dans de tel processus. **Réussir à prouver une pratique discriminante est un processus extrêmement difficile qui, de leur propre aveu, ne mènerait nulle part.** « Même si tu prouves que tu as été discriminé, au final tu es



toujours sans logement. Tu ne vas pas louer précisément à un raciste que tu as traîné en justice! Et puis les dommages et intérêts, faut en voir la couleur! » (Fiche #2)

Une seule personne, parmi toutes celles que nous avons rencontrées, a tenté un recours légal. Dans son cas, elle a porté plainte contre ses propriétaires qui, pendant près d'un an, l'avaient injurié chaque fois qu'ils la croisaient :

Au début tout allait bien. La première année j'ai eu aucun problème. C'était un couple âgé et ils habitaient juste au-dessus. Un jour ils m'ont vu rentrer chez moi en tenant ma copine par la main. Et c'est là que tout ça a commencé. Après ça chaque fois qu'ils me voyaient ils hurlaient « sale lesbienne », ce genre de chose. Et l'intersection queer, racisée elle est là aussi. Parce que ma coloc est lesbienne aussi. Mes deux colocs en fait et elles étaient ensemble, mais elles sont blanches. Un jour on rentrait toutes ensemble et pareil il a hurlé des insultes et mes colocs ont demandé ce qu'il avait dit. Elles l'ont confronté et il a dit : « non pas vous, c'est elle. C'est elle la sale lesbienne. Les basanés comme toi j'en veux plus chez moi! » Alors qu'elles aussi elles se tenaient la main. Mais ils ne les a jamais insultés. Moi c'était dès qu'ils me voyaient. Et dès que quelque chose n'allait pas dans l'immeuble, ou dans l'appartement, j'étais blâmée pour ça. Je devenais responsable de tout. J'ai fini par porter plainte, la police est venue deux fois chez moi et on m'a conseillé de monter un dossier à la Commission des droits de la personne. Ce que j'ai fait. Et j'ai demandé des dommages et intérêts. (Fiche #19)

Après ça, notre participante va subir de nombreuses pressions étant donné qu'elle habite encore dans l'appartement en question pendant le processus. Le fils des propriétaires va jusqu'à débarquer chez elle pour la menacer.

J'ai fini par déménagé c'était intenable. Et mon dossier n'a eu aucune suite. Ça fait des mois que j'obtiens aucune réponse quand je demande où ça en est. Parce qu'en fait j'ai rempli le dossier et j'ai même fourni deux témoins, des personnes qui étaient présentes au moment des insultes et du comportement des propriétaires à mon égard. La Commission a ensuite envoyé une copie du dossier aux propriétaires : « voilà de quoi on vous accuse, les faits, etc., et les demandes de dommages et intérêts ». Et en gros ils n'ont eu qu'à nier pour que ça bloque tout. J'avais demandé à faire une rencontre en médiation, une médiation où quelqu'un m'aurait représenté parce qu'il était hors de question que je supporte de me retrouver face à face avec eux. Mais pour ça il fallait qu'ils reconnaissent les

problèmes causés et acceptent cette médiation. Ils ont juste nié. Tout. Et ça a suffi. Parce que dans le système actuel c'est à la victime d'apporter l'économie de la preuve, pas à l'accusé de devoir se défendre. Mais quelle personne va juste reconnaître ses torts? Quel propriétaire va juste dire « oh, oui c'est vrai. J'ai fait ça. » J'avais des témoins, j'ai pris le temps de faire ce dossier, ça a pris des mois pendant lesquels j'ai subi insultes, pressions, menaces. Tout ça pour qu'ils aient juste à écrire : on n'a rien fait. Et voilà (Fiche #19)

La Commission va tout d'abord lui annoncer être bloquée et ne pas pouvoir lui fournir un représentant suite à la négation des faits par les propriétaires. Notre participante est donc conseillée d'aller en poursuite, mais par ses propres moyens, ce qui lui est impossible. Ensuite la Commission l'a rappelé pour lui annoncer qu'il y aurait peut-être une possibilité de faire quelque chose. Mais depuis plus de nouvelles.

J'appelle, j'appelle. Personne ne sait jamais rien. Je n'ai même pas reçu la copie de mon dossier qu'on était supposé me donner pour que je poursuive la démarche seule. Je n'ai pas non plus reçu d'alerte comme quoi le dossier était clos ce qui me permet de passer à autre chose. Je n'ai rien reçu. Tout ça pour me retrouver sans réponse. (Fiche #19)

Ces témoignages dans le secteur du logement démontrent de l'absence de recours ou de protections face aux comportements des propriétaires. Les personnes que nous avons rencontrées ont toutes été démunies face au système. Elles ont subi et continuent de subir de plus grandes difficultés à obtenir un logement, et ce, même quand leur dossier s'avère conforme en tout point. Elles se sont donc vu refuser la visite de l'appartement une fois leur couleur de peau constatée, on leur a menti quant à la disponibilité du logement à cause de leur accent ou de leurs papiers d'identité, et elles ont dû fournir bien plus de documents que ce que prévoient les démarches moyennes. Face à ces discriminations, les recours légaux s'avèrent en leur défaveur : trop longs (**nous rappelons qu'il s'agit de cas où les personnes sont en recherche urgente d'appartement ou vivent dans un logement où elles subissent une violence au quotidien. Le temps des démarches est donc critique**), trop onéreux (comme nous le verrons dans la suite de la synthèse, il s'agit de population subissant la précarité de l'emploi), complexe et désavantageux.

La précarité de l'emploi

Pour revenir plus longuement sur les discriminations que subissent les personnes trans migrantes, en raison de l'impossibilité légale de changer leurs papiers d'identité, voici un autre témoignage d'une participante qui parle du quotidien comme d'une succession de difficultés à constamment anticiper :

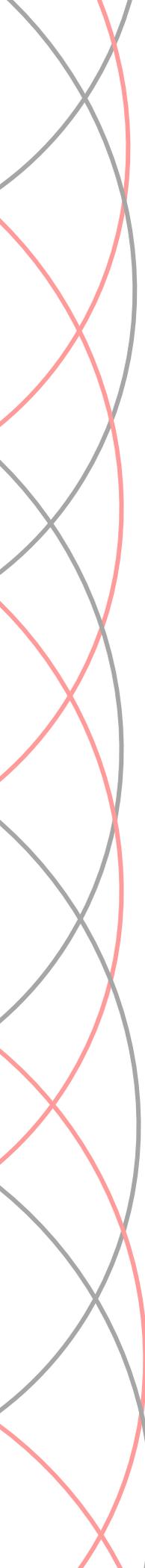
Tous les endroits où ils peuvent te demander tes papiers tu sais que ça peut devenir violent! La pharmacie, le médecin, la banque, la poste... le nombre de fois où on a refusé de me donner mon colis à cause de mes papiers! Juste récupérer mes commandes ça peut prendre des jours avant que je tombe sur une personne qui accepte de me les donner! Et la pharmacie où ils lisent à haute voix "Monsieur Untel..." et toi tu te lèves devant tout le monde et voilà, les regards, les commentaires. Et le nombre de fois où j'avais besoin d'aller à la banque?! Je ne peux pas te dire le nombre de fois où j'ai juste abandonné! L'idée de subir encore un truc pour avoir accès à mon compte, ça suffit à me décourager! (Fiche #14)

La question de la banque a aussi été l'objet de nombreux témoignages de discriminations subies :

Tes papiers d'identité correspondent pas? Ils te ferment ton compte ou t'accusent de tentatives de fraudes! J'ai une amie, ils ont appelé la sécurité pour l'escorter dehors! Alors que derrière le banquier il y avait le drapeau *rainbow*! Ils mettent le drapeau partout dans les banques pendant la Fierté, mais ils discriminent les personnes trans constamment! (Fiche #8)

[La banque] passe son temps à se vanter de soutenir la cause LGBT. Mais ils font partie des banques qui pratiquent la reconnaissance vocale. Donc si tu appelles pour quoi que ce soit concernant ton compte en banque et que ta voix match pas avec ce qui est écrit sur leur écran, ils te bloquent. Et ça veut dire que tu dois te déplacer jusqu'au guichet où tu as ouvert ton compte pour le faire débloquer. Même si tu as déménagé à l'autre bout de Québec. Tu imagines? Et ça peut arriver à chaque fois! À chaque coup de téléphone! Et puis même si tu débarques, ce n'est pas sûr que tu te retrouves face à une personne qui va comprendre! (Fiche #1)

Les discriminations envers les personnes trans, notamment les personnes trans migrantes, doivent être comprises selon un contexte complexe mêlant barrières



systemiques, violences et stéréotypes (Grant et al, 2011, Namaste 2005). Bien qu'aucune étude n'ait encore été faite spécifiquement au Québec sur le sujet, les données croisées en Europe et aux É.-U. montrent qu'il s'agit des populations parmi les plus marginalisées au sein de la communauté LGBTQ+ : elles subissent un très haut taux de chômage et de bas salaires (Rapport Scruton, 2014), sont surexposé.e.s à la surveillance et au contrôle policier, ont le taux de suicide le plus haut de la communauté et sont également victimes du taux d'agressions et d'homicides le plus élevé (McInnes, 2017). Étant donné l'extrême précarité liée à l'emploi, notre participante explique :

Quand ça fait des mois, voire des années que tu n'as pas été rappelé pour un job légal? Faut bien que tu vives! Oui il y a des filles qui vont faire le travail du sexe. Et c'est correct. Certaines le font parce qu'elles en ont envie, parce qu'elles trouvent dans ce travail différentes sources d'épanouissement, ça leur permet de vivre et elles sont autonomes. Ok? Faut bien le dire! D'autres vont le faire par nécessité de survie! Faut le dire aussi! Si elles avaient le choix, ben elles feraient autre chose. Mais elles n'ont pas le choix. (Fiche #8)

Elle dit ainsi avoir conscience de son privilège en tant qu'étudiante universitaire où des contacts bien implantés dans le milieu lui permettent d'avoir des jobs intéressants. Elle souligne cependant qu'elle ne devrait pas se sentir aussi redevable, étant compétente pour faire son travail et ayant largement les expériences requises! Néanmoins, elle se dit réaliste sur l'accès à l'emploi : « Si un jour je dois chercher du travail en dehors de l'université, sans contacts, ce sera dur. Vraiment très dur. Surtout si je suis toujours obligée de produire des papiers. Si le Québec supprime cette discrimination, c'est une énorme barrière qui tombe! » (Fiche #8)

Violences policières

Le travail du sexe étant encore au Québec une activité criminalisée, elle est, par conséquent, marquée par une absence de droits des travailleurs.es et sujette au contrôle judiciaire quotidien (Namaste, 2005; Fletcher, 2013). **Or le racisme allié à la transphobie**

ou encore à l'homophobie font des services policiers des milieux hautement discriminants pour les populations LGBTQ+ racisé.e.s. Notre participante raconte :

Tu ne trouveras pas une seule travailleuse du sexe qui n'a pas été maltraitée par les flics. Mais quand en plus ils découvrent que c'est une femme trans là c'est la porte ouverte à tous les mauvais traitements. Pendant une arrestation être trans ou migrante, surtout les deux, c'est un autre volet là! Ils mettent des femmes nues, les battent et les insultes pleuvent. En plus c'est des insultes bien teintées de racisme : « garbage », « vous les trans vous venez au Québec que pour faire le travail du sexe » ou encore « bye, bye Canada » (Fiche #8)

Le « bye, bye Canada » fait référence aux menaces de déportations qui suivent les arrestations. La participante nous explique ainsi que face aux mauvais traitements certaines filles répliquent pour se défendre, mais les répercussions sont alors très violentes.

Si on t'arrête pour sollicitation ce n'est pas traité comme un crime sérieux, les conséquences peuvent être importantes, mais reste que ce n'est pas un crime sérieux. Par contre entrave aux agents, ça devient un crime sérieux. Dans le cas où t'es migrante, ça se met direct dans ton casier judiciaire et dans ce cas il devient impossible d'avoir la citoyenneté. Impossible, même après dix ans! Et puis les femmes trans ils les mettent dans des prisons pour hommes! Parfois pendant plusieurs jours en attendant le procès! Rien que ça, ça suffit à créer des traumatismes très graves! (Fiche #8)

En dépit du fait que les populations trans et trans migrantes sont les plus à risque en ce qui concerne le chômage, les peines données par les juges peuvent comporter une obligation d'avoir un emploi stable ou encore de suivre des cours de francisation et de maîtriser la langue d'ici un certain laps de temps. Pourtant aucune mesure n'est prise pour aider les individus à remplir ces conditions :

Ce n'est pas parce que tu lui ordonnes d'avoir un job que le job va apparaître! Et puis après un certain temps ou un certain âge, on te paye plus la formation pour la langue. Elle fait comment pour se payer les cours? Elle a interdiction de pratiquer le travail du sexe, mais pas d'autres jobs! Et puis faut payer les amendes!

Parce que quand t'es arrêtée, tu te retrouves avec des amendes qui peuvent dépasser 1000 \$. Et on te menace de te déporter si tu remplis par les conditions! (Fiche #8)

Tout ceci forme un cercle malsain dans les stéréotypes sur les femmes trans et migrantes qui, au moment de chercher un logement, se voient constamment soupçonnées de pratiquer le travail du sexe (que cela soit le cas ou non). Et notons que dans tous les cas, le travail du sexe ne devrait pas être l'objet de stigmates ou de discriminations.

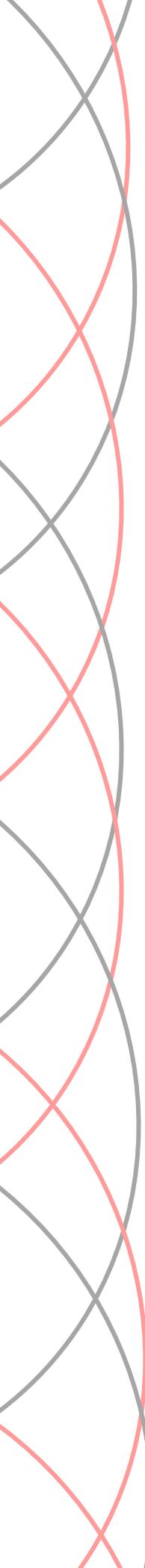
J'ai un emploi légal, une paye assurée! Les preuves que j'ai cet emploi. Mais des propriétaires m'ont littéralement déjà dit des choses comme : « non je ne veux pas de 'ça' chez moi. » (le « ça » faisant référence au travail du sexe). Ou « est-ce que tu es propre? », « qui tu vas faire venir chez toi? » « Je ne veux pas de passages sans cesse, je sais comment 'ça' marche avec vous. » (Fiche #8)

Ou encore :

Il y a des quartiers où je ne vais pas me balader. Genre le Village j'y vais pas! Si je mets un pied dans le Village je me fais direct repérer par les flics. Ils me suivent ou carrément ils m'arrêtent pour savoir ce que je fous là. Ils m'arrêtent toujours parce qu'ils pensent que je fais le travail du sexe. Le Village pour moi c'est non! [...] Regarde les excuses publiques là, soi-disant on s'excuse d'avoir persécuté les LGBT. Mais ils se foutent de qui? Comme si aujourd'hui c'était différent! La seule différence c'est que les hommes gays blancs sont à l'abri! Eux ils sont protégés. Alors oui eux ils peuvent être contents de recevoir des pardons. Mais les noirs, les trans, les femmes racisées... On est toujours pris pour cible! Regarde ce qu'il s'est passé pendant la Fierté! (Fiche #14)''

La participante fait référence à un évènement qui a été largement dénoncé par de nombreuses voix racisées de la communauté LGBTQ+. Pendant le festival de la Fierté, alors qu'elle se trouvait dans l'espace supposément *safe* pour POC³, prévu et publicisé ainsi par Fierté, une femme trans noire a été arrêtée par la police pour avoir fumé un joint.

³ POC : people of color.



Le SPVM est effectivement entré dans le parc où avait lieu le festival pour faire cette arrestation, alors que la jeune femme en question avait une carte médicale prouvant son droit à la consommation. Lorsque cette dernière s'est levée et que les agents, selon les témoins, s'éloignaient déjà après avoir confisqué son joint, ces derniers sont brusquement revenus sur les lieux. Ils l'ont alors plaquée contre le grillage, l'ont menottée, puis entraînée sur toute la longueur du parc, même si au moment de l'arrestation, ils se trouvaient à quelques mètres d'une porte de sortie.

Extraits de différentes conversations sur l'arrestation :

C'était vraiment pour l'humilier! Juste ça! La parader devant tout le parc. Le parc est immense. Faut bien 20 minutes pour le traverser et quand ils l'ont menottés ils étaient à 2 mètres d'une sortie! À 2 mètres! Et ils ont traversé tout le parc. Tu sais le nombre de sorties qu'il y avait le long du grillage? Ils ont juste ignoré tout ça et ont continué de marcher, avec elle menottée, jusqu'à l'entrée principale. ! Pour le spectacle! Et ils l'ont engouffré dans la voiture. Pour un joint! Qu'elle avait le droit d'avoir! Et alors que Pride nous avait assuré un *safe space*! (Fiche #17)

C'était une *walk of shame*! That's it! C'était violent! Les gens pleuraient, paniquaient! Ses amis ne savaient pas quoi faire. Dans ces moments tu penses à toutes les fois où les arrestations ont mal tourné! En plus, et c'est le pire dans tout ça, c'était un festival! Littéralement tout le monde fumait! Les gens étaient fucked up! Depuis des heures! Il y avait des endroits dans le parc où tu marchais et c'était un vrai nuage de fumée! Il y avait des gens partout en train de boire, fumer, et franchement poper des trucs bien plus durs que de la marijuana! Mais la seule personne qu'ils ont arrêtée c'était la noire! (fiche #15)

J'étais pas là au moment de l'arrestation, mais j'ai passé l'après-midi dans le parc. À un moment j'ai vu trois flics postés contre le grillage. Et juste genre, en face, y avait un groupe de jeunes, des blancs. Il étaient en train de fumer. Genre, sans se cacher ni rien! C'était sous le nez des gars! Ils ont rien fait! Rien! Pas une réaction! Je le sais parce que je me suis dit : bon a priori c'est ok pour que je fume. Ils sont chill pour ça, c'est un festival. Mais je me suis quand même éloigné. Je suis pas blanc alors chilling avec les flics à côté c'est pas pour moi (Fiche #13)"

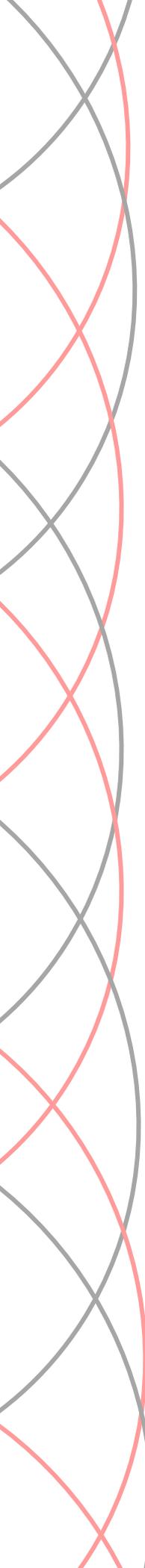
On se fait chopper pour des trucs que les blancs font tout le temps et eux rien! Il y a des rues dans Montréal où tu marches et tu sens le weed! Juste tu la sens quoi!

Et bon sang c'est sur le point d'être légalisé! Donc tu fais ça pourquoi? À part pour ton kiff perso? (Fiche #14)

Le spectacle *Black Excellence*, qui avait lieu ce soir-là, a été interrompu par les artistes en solidarité et pour dénoncer publiquement l'arrestation. D'après d'autres témoins, des dirigeants de Fierté Montréal ont dû intervenir pour faire libérer la jeune femme, mais également pour empêcher la police de rester sur les lieux alors que le ton montait entre le SPVM et certain.e.s festivalier.ères sur place.

J'étais là quand le président est allé parler au SPVM. L'agent était en train de hausser le ton contre une des organisatrices, qui est racisée justement. Elle leur disait genre : « D'où vous venez arrêter des gens? On a une sécurité dans le parc! Vous avez outrepassé! » C'était un *safe space* et tout. Bref elle leur disait la vérité. Mais le gars la prenait vraiment de haut. Et il a commencé à se faire menaçant et il s'est avancé vers elle en répétant « D'où vous me parlez comme ça? D'où? » Et franchement j'ai cru qu'il allait l'embarquer aussi alors que c'est l'organisatrice! Tout le monde était en train de l'appeler pour savoir ce qui se passait, pour comprendre! Imagine le stress! T'as les artistes sur scène en train de manifester! T'as des gens en panique dans le coin POC. T'as les amis de la fille en larmes et furieux. Bref c'est la merde! Et c'était à elle de gérer tout ça! Donc forcément qu'elle va aller parler aux flics et forcément qu'elle est *pissed*. Tu viens d'arrêter quelqu'un pendant son spectacle! Le ton monte, l'agent s'avance franchement pour la menacer. Et là t'as le boss, un mec blanc qui vient et se poste direct entre la fille et le flic! Il a fait barrage avec son corps. Et le flic s'est calmé tout de suite. Direct il a commencé à vouloir discuter, expliquer tranquillement ce qui se passait. Je pense, à la tête du gars (*fait référence au « boss »*) c'était la première qu'il voyait physiquement son privilège de mec blanc en action. Il a suffi qu'il arrive pour que le flic l'écoute. Et il a répété exactement ce que l'autre disait : que c'était un festival, qu'il y avait une sécurité de prévue et tout. Mais là d'un coup le flic était ok pour échanger et comprendre. Je crois qu'ils ont accepté de relâcher la fille à ce moment. (Fiche #14)

Ces participant.e.s renchérissent ainsi longuement sur comment certaines personnes comme les personnes trans, les migrantes ou encore les femmes racisées (c'est trois identités n'étant pas mutuellement exclusives) se trouvent particulièrement sans protection par le système de justice globale. Il leur est par exemple impossible d'appeler la police en cas d'agression par peur d'être pris.es pour cible à la place. Dans de

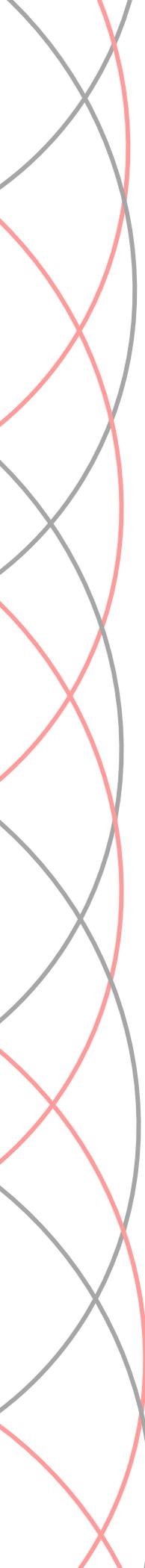


nombreuses conversations, le cas de Chevranna Abdi a été évoqué pour exemplifier les risques de rencontre avec la police. Chevranna Abdi était une femme trans noire de 26 ans qui est morte en cellule de garde à Hamilton. La police avait été appelée par un de ses voisins qui se seraient plaints de l'entendre crier dans son appartement. Lorsque la police est arrivée sur place, Chevranna Abdi a été menottée et traînée sur sept étages face contre terre (les policiers s'étant plaints d'être trop fatigués pour la porter). D'après les témoins sur place, le temps qu'ils arrivent au rez-de-chaussée elle ne respirait plus. Chevranna Abdi est morte peu de temps après dans une cellule de garde, n'ayant reçu aucun soin (Brown, 2006; Maynard 2017).

La transphobie ne doit donc pas être réduite à un problème interpersonnel, mais possède une dimension institutionnelle allant du milieu juridico-légal au milieu scolaire jusqu'au milieu médical. Couplez la transphobie au racisme, et ils créent ensemble des formes de discriminations et des conditions de vie bien particulières dans leurs violences et leurs conséquences. Ainsi en dépit du fait que les populations racisées LGBTQ+ soient connues pour être parmi les populations les plus précaires, de nombreux services d'aide sociale n'adaptent pas leurs offres pour prendre en compte ces réalités. Une grande majorité des CALACS par exemple n'admettent pas les femmes trans (Rapport AVS, 2017). La plupart des services d'aides ne travaillent qu'en français ou en anglais, maintenant en place la barrière des langues pour les populations migrantes (Rapport INSPQ, 2013). Ou encore le milieu médical se veut très fermé et très violent face à la diversité des identités de genres et des minorités sexuelles, comme nous verrons dans la section suivante.

Le milieu de la santé

Nous savons déjà que certains médecins, hôpitaux ou encore cliniques refusent d'emblée de recevoir des personnes trans (Rapport AVS, 2017). De plus, l'appartenance à une classe populaire ainsi que l'origine ethnique constituent des barrières conséquentes à l'accès aux soins. Un homme gay cis et noir, militant depuis une dizaine d'années dans la lutte contre le VIH, nous raconte :



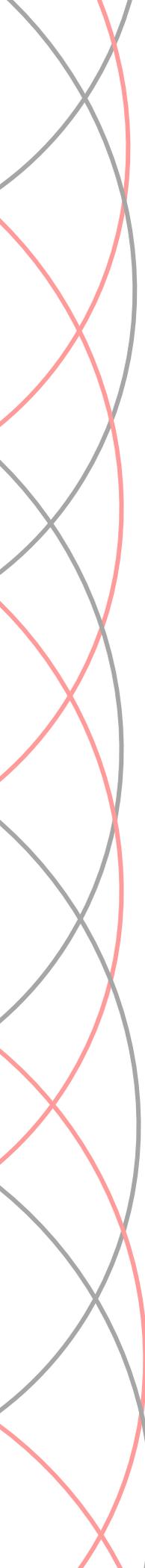
La manière dont on a traité l'épidémie du SIDA est un exemple type de l'impact de la race et de la classe dans le traitement différencié des populations. Aujourd'hui tout le monde se félicite d'une espèce d'âge post-épidémie où plus personne ne meurt du sida et tout le monde est heureux. Mais quand tu regardes les chiffres, les seuls qui ne meurent plus du SIDA ce sont les hommes gays blancs, moyenne et surtout haute classe! Le SIDA continue de faire des ravages aujourd'hui, mais comme ce sont des noirs.e.s qui meurent, alors on s'en fout! Dans les années 90, des blancs mourraient, tu comprends! C'était la panique. Le fait d'être blanc et d'avoir du pognon ne te mettait pas à l'abri. Pas plus qu'être hétéro. Mais vu qu'aujourd'hui ce sont les pauvres, ce sont les noirs, ce sont les trans racisé.e.s qui meurent, alors plus personne en parle. Ou plutôt on en parle comme quelque chose du passé. (Fiche #5)

Ce participant met ainsi à l'avant le déclin drastique de l'intérêt public pour la lutte au VIH-Sida une fois que les victimes sont majoritairement comptées au sein des populations racisé.e.s. Il attire l'attention sur la trajectoire prise par les pouvoirs en place pour combattre l'épidémie, ce qui se fait spécifiquement contre les populations qui en ont le plus besoin :

J'ai beaucoup milité contre la PrEP [la prophylaxie pré-exposition] et je continue de le faire. C'est devenu LE cheval de bataille des pouvoirs publics, avec une logique de réduction des risques qui non seulement ne fonctionne pas, mais en plus met en danger les gens qui sont déjà dans un entonnoir de risque. Tu ne peux pas me dire que la solution au VIH est un traitement médical avec tout ce que cela implique de suivi par un médecin, l'achat des doses, le respect des injections, des délais et compagnie, donc une solution 100% médicale, quand la population concernée actuellement par le VIH est précisément la population qui a le moins accès aux soins de santé! (Fiche #5)

Son témoignage permet de mettre en lumière une redirection du discours entourant le SIDA depuis plusieurs années, mais également le traitement différencié qui est fait de la maladie ainsi que de sa prévention. On constate ainsi un impact discriminant sur les populations qui devraient être au cœur des campagnes de préventions et en sont finalement les oubliées, voire les victimes :

Dans les toilettes des bars gays tu peux voir des posters faisant la promo de la PReP. On en est arrivé là! Ce n'est plus une approche par une éducation de sexualité *safe*. Par rappeler de te protéger, de mettre la capote. On te fait la



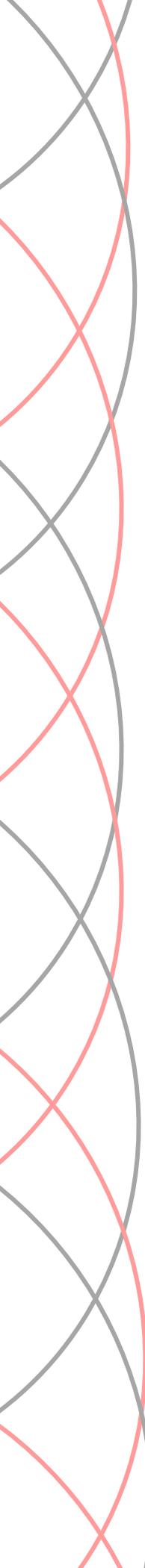
promo d'un traitement médical qui en plus joue dans les rapports de forces. Parce qu'un jeune racisé qui sort, qui va avoir un rapport avec un homme blanc, la plupart du temps plus âgé que lui – parce que soyons clair c'est la dynamique la plus répandue quand t'es racisé – donc le petit jeune il va vouloir sortir la capote et le gars va lui dire "c'est pas la peine je suis sous PReP". Il (*le jeune racisé*) va céder, mais qui peut lui assurer que c'est le cas? Qui peut lui assurer que son partenaire suit le traitement? Au moins avec le préservatif tu le vois. Tu sais qu'il est là. Il peut péter, il peut y avoir un accident, etc., ok mais là encore tu le vois, tu es au courant, tu peux réagir. Avec la PReP... (*hausse les épaules*) (Fiche #5)

D'autant plus qu'en réalité, une campagne de prévention qui place la PReP au centre de son message, sous forme d'affiches par exemple, ne fait aucun sens pour les populations les plus à risque :

La première fois que j'ai vu une affiche comme ça dans le Village je me suis adonné à un petit exercice. J'ai fait le tour du bar et j'ai demandé à tous les gars que je croisais s'il savait ce que c'était. Résultat : à partir d'une certaine tranche d'âge c'était zéro connaissance. Et les racisés n'en parlons pas! Mais à part ça les subventions ne cessent de baisser pour organiser des activités d'éducation sexuelle, on n'a plus les moyens de se rendre dans les écoles et on s'attend à ce que tout le monde soit éduqué! Mais tout le monde n'a pas le même facteur de risque d'infection et tout le monde n'a certainement pas le même rapport au milieu de santé! (Fiche #5)

En effet concernant la relation avec le milieu de santé, ce participant explique à quel point il est important de comprendre les enjeux multiples qui sont à l'œuvre dans le cas des personnes racisées :

Une personne qui n'est pas *out* au sein de sa famille, et quand on parle d'hommes noirs gays, il y en a quand même un certain nombre, cette personne ne va pas prendre le risque d'aller voir son médecin de famille pour parler de ses rencontres sexuelles. C'est plus que logique. Ensuite il n'aura souvent pas les moyens d'aller consulter dans le privé non plus, donc l'enjeu de classe est là. L'enjeu de classe et de race pris ensemble te maintiennent en dehors du réseau de santé. Donc une solution 100% médicale pour ces populations fait zéro sens! Mais, et comme c'est le cas dans la majorité des enjeux sociaux, on se trouve dans une situation où t'as un groupe d'hommes blancs gays, bien lotis, qui sont les décideurs d'où, quand et comment va se faire le militantisme. Je les appelle la « sidocratie ». Et ces



sidocrates peuvent décider pour des populations dont ils ignorent complètement, ou se foutent royalement, des réalités (Fiche #5)

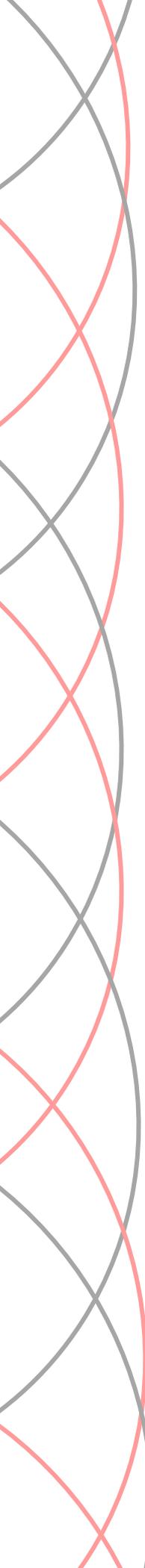
L'accès aux soins de santé est donc fortement impacté par le racisme et les LGBTQphobies. Cela se traduit, par exemple, par des refus purs et simples de soigner l'individu. Mais également plus subtilement par des soins différents (moins d'attentions accordées, préjugés sur les conditions de vie du patient ou sur les causes de ses difficultés), interactions plus brèves, cas moins rigoureusement analysés, prescriptions médicamenteuses différentes, etc.

De même, concernant l'offre en soins de santé, plusieurs personnes ont dénoncé un manque flagrant d'adaptation du système, notamment en ce qui concerne le domaine de la santé mentale. Ainsi plusieurs des personnes rencontrées sont encore aux études ou travaillent dans le milieu scolaire. La majorité d'entre elles souffrent de problèmes d'anxiété ou encore de dépression, et ont cherché à être suivies par les thérapeutes que les universités emploient pour les étudiant.e.s.. Toutes se sont heurtées au même problème :

Il n'y a aucun spécialiste POC en santé mentale dans mon université. Aucun! J'ai quand même essayé de voir quelqu'un. C'était une femme. Une femme blanche. Dès la première séance, j'ai compris que c'était inutile. C'était impossible de lui faire comprendre les impacts du racisme sur ma santé mentale. Que je parle des problèmes d'être femme, pas de soucis. Mais d'être une femme noire? Elle niait tout. Elle me disait « non je ne pense pas que ce soit le vrai problème ». Alors quand j'ai voulu lui parler de LGBT! Je n'ai même pas été plus loin. J'ai pas essayé de rajouter Q pour queer. Je me suis dit on va s'arrêter à LGBT. Elle m'a regardé et puis elle m'a fait « L-G-Quoi? » (Fiche #17)

Ou encore (Fiche #8) :

Qu'une femme demande à être suivie par une femme, tout le monde comprend! Mais qu'une personne racisée demande à être suivi par une personne racisée, on se fait regarder de travers! Mais quand quelque chose t'arrive, tu n'as pas envie de devoir prouver à ta psy que c'est normal que ça t'affecte! J'en ai essayé moi, plein!



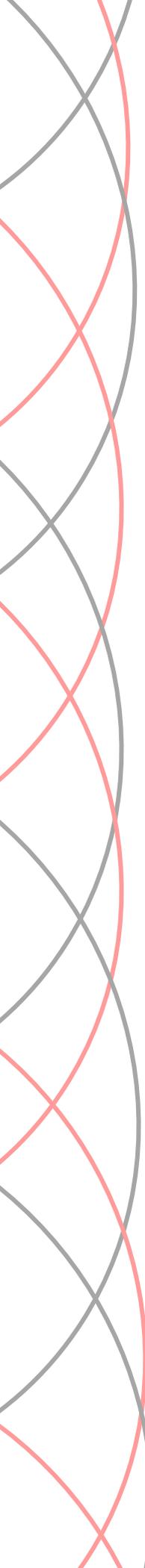
À chaque fois je passais plus de temps à leur expliquer en quoi c'était du racisme, en quoi tel discours ou tel traitement étaient un problème, qu'à recevoir de l'aide! Et à la fin tu te retrouves face à une personne qui nie fondamentalement la violence que tu vis au quotidien. La même personne qui est censée t'aider t'explique en quoi ce que tu ressens n'est pas légitime ou n'est pas réel! Te fait passer pour une parano! Parce qu'ils ne sont pas formés pour ça! (Fiche #6)

Et enfin : « Quand ce n'est pas le fait que tu sois victime de racisme qui est nié, c'est le fait que tu sois pas hétéro! Parce que tu comprends être gay ou queer c'est réservé aux blancs! (Fiche #2) » Bref, tous les interviewé.e.s ayant tenté de recevoir une aide dans le domaine de la santé mentale tiennent le même discours : **absence de formations quant aux spécificité des besoins des personnes racisées, discours et pratiques violents quand elles ont essayé de parler de discriminations raciales, absence de choix dans les institutions ou mépris quant à leurs demandes d'être suivi par une personne racisée.** En dépit du fait que de nombreuses études ont déjà souligné l'impact du racisme sur la santé mentale et que des enquêtes spécifiquement dans le milieu universitaire démontrent que les étudiant.e.s noir.e.s souffrent d'anxiété à un taux bien plus élevé que les étudiants blancs (ainsi que de dépression ou encore pour certains de PTSD), les institutions restent majoritairement inaptes à répondre à leurs besoins.

Les rares interviewé.e.s qui en ont les moyens ont ainsi abandonné toute possibilité d'être suivi au sein de l'université (malgré le fait qu'ils payent une assurance pour cela) et ont cherché du côté privé :

I'm doing it only when I can. It's expensive. I'm a student. I don't have any money but I need to see someone! I have mental health issues and being at McGill is making things worse! It's fucked up : I need to get a degree to get a good job so I will be able to pay for the help that I need. But my grades are suffering right now because I don't have any money to go get help when I need it the most! So I'm not doing well, I struggle a lot to go to class! Once in a while I can go to see my therapist but it's not enough! (Fiche #16)

Une autre participante renchérit :



We, as black people, need to talk about this stuff. About mental health issues. It's too taboo in our community. When I talked to my mom about that she talked to me about going to church or praying. [...] We need to address this issue. But this system is not helping! Because they don't imagine that black people can have mental issues neither! They are not ready when we come! They are not ready! And it make things worse! When you finally take the step, go ask for help and what you receive it's complete disbelief, or despise or silence! What do you do? We are suffering the most! And they are not ready! (Fiche #7)

En effet, en plus des études sur l'impact des discriminations sur la santé mentale des populations racisées, la communauté LGBTQ+ est également surreprésentée en matière de populations bénéficiant le moins de l'aide nécessaire (Maynard, 2017).

Milieu scolaire

Beaucoup soulignent qu'une embauche de thérapeutes racisé.e.s au sein des institutions, comme les universités par exemple, serait déjà un grand changement. D'autant que les écoles, et notamment les universités, sont largement citées comme espaces où la clientèle est confrontée à des discriminations de classe, de genre, mais aussi de race ou encore liées à leur sexualité.

Sur les 25 entretiens menés, plus de la moitié était encore à l'université, dans une école de formation ou avait terminé leur cursus depuis moins d'un an. **Tou.te.s, sans exception, ont parlé du milieu scolaire comme hautement toxique.** Tout d'abord beaucoup ont dénoncé une absence complète de personnes racisées dans l'enseignement que cela soit en tant que professeur.e.s, comme auteur.e.s ou comme ayant participé à l'Histoire nationale : « Je suis née à Québec, j'ai fait toute ma scolarité au Québec! J'ai dû attendre l'université pour apprendre que le Canada avait pratiqué l'esclavage. Et c'est plus moi qui ai fait la démarche de chercher ». (fiche #4) « Les noir.es ou les autochtones, si tu les

écoutes (« les » faisant référence au discours scolaire) on est apparu au 21^e siècle. TADA!
Nous voilà! » (fiche #3)

On a fait un cours sur Stonewall. Le prof a passé le film là qui est sorti, le film qui *whitewash* l'histoire entière. J'ai dû intervenir à la fin pour expliquer le rôle des femmes trans noires dans l'histoire de la Pride. Et quoi ce film était une supercherie. J'ai dû faire le job que le prof aurait dû faire! Tu tapes 5 minutes sur Google et tu apprends le rôle de Marsha P. Johnson! Mais l'autre il nous montre un film où tout un coup tous ceux qui étaient dans le mouvement sont des hommes blancs gays! Même quand nous avons participé, on nous efface! (Fiche #6)

Beaucoup ont également dénoncé l'absence de considération que les enseignants avaient dans leurs discours ou leurs pratiques :

Je ne compte plus le nombre de remarques déplacées que j'ai reçu de profs! Il y en avait un au secondaire qui faisait des cours entiers contre l'Islam. Il *bashait* les musulmans. Il parlait de conspiration. Il disait que c'était de leur faute si les Églises fermaient ou s'il pouvait plus trouver de magasin qui vendait des crèches. Un jour il a fait un cours entier là-dessus, sur les crèches de Noël. Il voulait en emmener une en classe, mais ça avait pas été possible. Donc il est parti pendant tout le cours sur la conspiration de l'Islam contre les crèches! Au secondaire! [...] Ce même professeur venait chaque année en *blackface*. Personne ne disait rien. L'administration... rien. Il venait déguisé en noir! Puis aussi il venait en SDF. Ça l'amusait! (Fiche #15)

J'ai toujours été dans des classes à majorité blanche avec que des profs blancs. Donc oui à l'école il y a toujours eu des problèmes avec ça. Par exemple dans une classe où on était que deux filles racisées, deux noires : moi et une autre. À un moment, l'enseignante apprend que je suis d'origine haïtienne puis elle sort : « Oh! Haïti! Il y a beaucoup de vaudou à Haïti! » Puis elle se tourne vers l'autre fille et sort « Tes grands-parents pratiquent beaucoup le vaudou? » Et la fille choquée qui lui dit « Je suis pas haïtienne! » Moi je suis juste restée bloquée! Le cliché! Direct! (Fiche #18)''

In elementary school our teacher decided that we were going to read out loud *The Underground Railroad*. For weeks I heard the N. word out loud constantly and the teacher never explaining or saying anything about it. Like it was a word like others. Not even engaging a conversation about it! N.word, N.word, N.word. For

weeks. When you are a child how can you call out a teacher? How can you question her way? (Fiche #7)

Rappelons que la Commission des droits humains d'Ontario en 2003 statuait sur l'impact du milieu scolaire dans la formation des identités. Selon eux, c'est à ce niveau que se forme prioritairement la manière dont une personne va percevoir le monde et surtout la manière dont elle va se percevoir elle-même. Or, dans les situations soulignées par nos participant.e.s, ce lien est profondément endommagé par une constante répétition de violences subies dès le plus jeune âge :

In school I was really a good student. I've always been a good student, loved maths, science, things like that. Things that you don't think a black kid loves or can be good at, you know? Sports, ok, but math? No. So I remember we had this essay to give in elementary school. And I worked hard on it. I was this kind of student, wanted to please, to be seen as special! Well the teacher gave back the papers, I was the only black kid at this time. She didn't give me my essay back. She took me outside the class and she start accusing me of cheating: "Who helped you? Who wrote it for you? You were supposed to do it alone! Everyone worked really hard to do their homework! Did you ask your parent? Did your father write it for you?" And I was like: "No, no. I did it myself" And it was even more impossible for my parents to have helped me: I was the one helping my father when he had to write something! He was a first generation migrant so you know, I had to help him! But she kept going! "Who helped you? Who helped you?" She never did that for the others, even when they had really good grades! Epecially when they had good grades! She congratulated them in front of everyone. But you know blacks kids if we are good at school then it's because we cheat apparently (fiche #16)

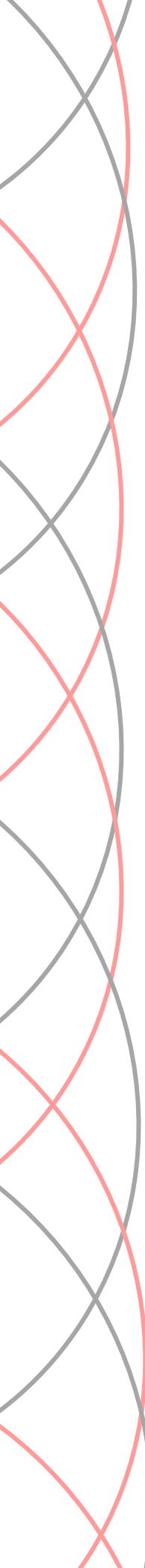
Je peux te citer plein de trucs qui me sont arrivés à l'école, mais pour que tu aies l'intersection queer-noire je pense à la fois où on a parlé LGBT en classe. On parlait homophobie et tout. Et puis vraiment l'enseignant et les étudiants n'arrêtaient pas de dire à quel point c'était parfait au Canada ou en Europe. Donc en gros l'Occident était hyper ouvert, mais l'Afrique et tout, c'était eux les vrais problèmes. Les Arabes et les Noirs étaient vraiment cités pour donner l'exemple de l'homophobie. Il y avait eux et nous. Il y avait leur pays et le nôtre. Et moi je suis assise en classe et je les écoute. Et je réalise d'un coup : ok! Pour eux c'est impossible d'être noir et gay en fait! C'est juste impossible! Et, pire, ils se croient tous au pays du Bisounours! Et le sud c'est le mal incarné. Et on est à l'université

donc tu t'attendrais à ce que l'enseignant ait un minimum de recul sur la question!
(Fiche #15)

Ce type de témoignage peut laisser entendre qu'il s'agit avant tout d'un problème interpersonnel : un souci de quelques professeurs problématiques en somme. **En réalité il faut les analyser dans le contexte global de l'institution scolaire où les discriminations systémiques se retrouvent à une échelle micro.** Ainsi il est fréquent que des étudiant.e.s passent plus de 10 ans à obtenir différents diplômes, à différents niveaux, sans jamais voir un.e professeur.e racisé.e titulaire enseigner. Dans son rapport de 2011, la CDPDJ établissait que l'objectif de représentation de la diversité ethnoculturelle au sein du personnel enseignant manquait largement dans l'ensemble du Québec. **Elle recommandait notamment un recrutement très large et actif d'un personnel plus à même de refléter au mieux le multiculturalisme de la société québécoise, et ce à tous les niveaux scolaires,** une recommandation que nous appuyons de nouveau en 2017.

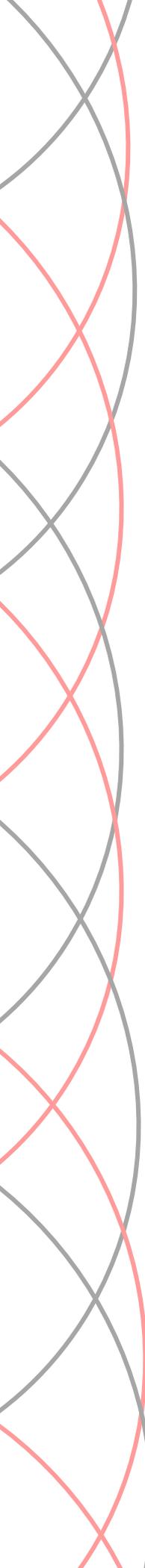
D'autres problèmes largement dénoncés par nos participants sont les corpus d'enseignement où la grande majorité des auteurs cités sont des hommes blancs cis hétérosexuels. Il en résulte une invisibilisation au quotidien des savoirs produits par d'autres groupes, ainsi qu'une hiérarchisation de ceux-ci. L'effacement systématique du traitement des populations racisées dans l'histoire nationale (la colonisation des terres, l'esclavage, les internements forcés des enfants autochtones, ou encore de certain.e.s citoyen.ne.s comme la communauté japonaise durant la Seconde Guerre mondiale, etc.) est en soi une énième violence à laquelle sont confrontées ces personnes dès le plus jeune âge. Mais l'injonction à faire prévaloir un type de références bien précis, au détriment de toutes les autres, renforce également une vision de l'éducation et de la capacité à apparaître dans l'Histoire comme appartenant uniquement à une partie de la population québécoise.

De plus, le rapport de la CDPDJ de 2011 mettait en avant une dynamique de profilage racial en cours dans les institutions scolaires. Le profilage racial des étudiant.e.s consiste,



entre autres, en un traitement différencié des élèves et des étudiant.e.s en fonction de leur couleur de peau. La Commission a notamment constaté une large tendance du personnel enseignant à se montrer bien plus sévère lorsqu'il s'agissait de punir de jeunes racisé.e.s mais également une plus grande tendance à les surveiller au quotidien. En classe, le personnel enseignant s'avère bien moins investi dans l'éducation des étudiant.e.s racisé.e.s, les poussant plus rapidement dans des filières professionnelles, soulignant bien moins leurs réussites ou établissant des objectifs bien moins importants que pour les étudiant.e.s blanc.he.s. Ce traitement différencié pousse ainsi plus rapidement les jeunes racisé.e.s à l'abandon de leurs études, voire à leur passage par le milieu judiciaire lorsque l'école fait appel à la police pour intervenir dans les institutions. Ces comportements étant profondément ancrés dans le système scolaire, la Commission recommandait également une formation anti-profilage racial, antiraciste et interculturelle de tou.te.s les professionnel.le.s travaillant ou souhaitant travailler dans le milieu de l'enseignement. Encore une fois, il s'agit d'une recommandation que nous appuyons de nouveau en 2017 et à laquelle nous ajoutons le besoin d'une formation anti-LGBTphobie avec une prise en compte des réalités spécifique des jeunes racisé.e.s LGBTQ+

Comme nous l'avons souligné par les études citées en introduction, les personnes racisées sont surreprésentées dans les populations touchées par la pauvreté, ce qui s'aggrave lorsqu'elles font partie des communautés LGBTQ+. Ainsi un plus haut taux de chômage, des emplois moins valorisants et les écarts de salaires ont des conséquences à très long terme. Par exemple, cela impacte les générations suivantes sur leur capacité à faire de longues études, ne pouvant compter sur l'aide financière familiale par exemple. Ce qui signifie cumuler parfois plusieurs emplois pour parvenir à rester à l'école, multipliant encore une fois les difficultés en faisant justement partie des populations que l'on embauche le moins, à des taux horaires moins importants et plus souvent à des positions précaires. **Le cercle malsain se conclut par l'abandon des études avec le frein que cela représente dans de nombreuses carrières.**



Je suis une femme trans arabe! Je galère pour trouver un emploi, mais il faut que je paye l'école. Il faut que je bosse pour pouvoir payer l'école, mais ce n'est pas n'importe qui, qui va m'embaucher. Et quand on m'embauche, faut que ça fit avec mon emploi du temps scolaire! Et ça, l'école ne le prend pas en compte. Il y a des profs qui vont changer d'une semaine à l'autre les horaires ou prévoir des tests les jours où je pourrais bosser. Et quand tu essayes d'expliquer, t'es face à un mur. Mais moi je vais devoir prioriser le job qui me paye parce que c'est ce qui va me tenir en dehors de la rue. Parce que ce n'est pas sûr que je trouve un autre contrat de sitôt. Parce que ce n'est pas l'école non plus qui va me faire crédit hein! Si je ne paye pas leur trimestre, je suis dehors. Mais si je loupe trop de trucs je suis dehors aussi! Finalement tu fais tout pour rester dans le programme et c'est ce qui te coûte ton programme : on te sort! (Fiche #14)

Une autre participante, inscrite dans une formation de cuisine, nous expliquait également que dans son cas, si elle échouait à un test, il devenait obligatoire de reprendre trois semaines de cours intensif de 9h du matin à 8h du soir. Or, dans son cas, cela signifie trois semaines où elle ne peut travailler, ce qui est tout simplement impossible. Par conséquent, en cas d'échec à un seul test, elle n'aurait pas le droit de finir sa scolarité. Prenons encore ces exemples :

Ce n'est pas un hasard si arrivé à un certain niveau scolaire ils sont tous blancs en classe. Ils sont tous issus d'une certaine classe. Ils ont les ressources qu'il faut. Et les profs ils oublient ou ils ne voient pas ça. Ils banalisent la situation complètement. C'est hyper normal pour eux, pour tout le monde, qu'on fasse moins bien en cours. C'est banalisé de voir une classe entière de blanc et une seule personne racisée arriver *post-graduate*! Personne s'interroge! Mais nous n'avons pas leurs moyens (*leurs faisant référence aux étudiants blancs de classe moyenne à haute*)! On n'a pas les jobs d'été qu'ils se font! On ne peut pas se permettre les supers stages non rémunérés, les voyages à l'étranger ou les profs particuliers. On n'a pas leurs opportunités! Et on le sait, mais on essaye. (Fiche #17)

Le Québec fait constamment des appels pour que des étrangers viennent s'installer et pour que des étudiants aussi viennent! Mais ils n'ont pas les structures, ni le système pour les recevoir pour peu que ces étrangers ne sont pas le modèle idéal : blanc, francophone, hétéro, cis. Tous les autres sont jetés en pâture! C'est hyper violent. Les étudiants étrangers à l'université c'est violent! [...] Et les réfugié.e.s LGBT c'est la même chose. On les accepte, on leur dit : oui venez.

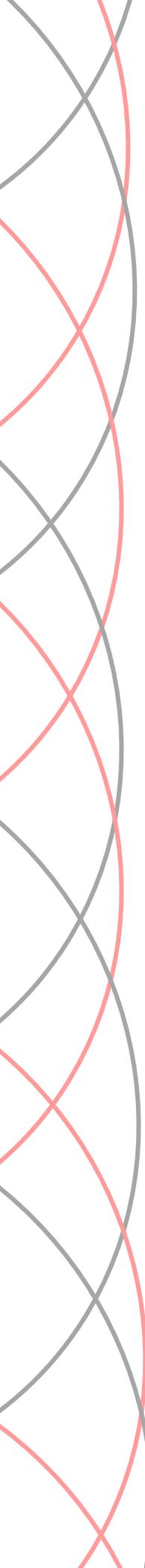
Puis ils arrivent avec l'idée qu'ils seront à l'abri, qu'ils seront dans cet eldorado des droits de la personne. Et puis ils se prennent la réalité en pleine figure ! (Fiche #1)

La prise en compte des réalités des étudiant.e.s LGBTQ+ racisé.e.s est capitale pour leur permettre de réussir dans le milieu scolaire. Cela signifie pour les établissements de s'interroger sur leur fonctionnement structurel afin de cibler ce qui empêche spécifiquement ces étudiant.e.s de réussir. L'aide en matière de santé est-elle disponible? Les étudiant.e.s qui travaillent ont-ils la possibilité de cumuler de manière sereine leur emploi avec leur étude? Si des stages non rémunérés sont obligatoires, que fait l'école pour s'assurer que les étudiant.e.s ayant besoin de revenus puissent remplir cette condition? L'offre en matière de soutien en santé mentale est-elle adaptée? En cas d'agression raciste ou homophobe au sein de l'école, les étudiant.e.s ont-ils/elles les ressources nécessaires pour être secondé.e.s dans leur dénonciation? etc. Si un établissement scolaire constate une disparition des étudiant.e.s racisé.e.s au fur et à mesure des échelons, alors il est de sa responsabilité de s'interroger sur ce qui pousse à leur exclusion. **Le décrochage d'une population estudiantine bien particulière n'est en rien dû à un manque de compétence, mais est bien la conséquence directe d'un système qui fonctionne activement à leur écrémage.** Travailler à contrecarrer ce système doit être une priorité pour les institutions scolaires.

Au sein du milieu communautaire

Bien que tou.te.s nos participant.e.s aient longuement abordé le racisme dans la société québécoise en générale, et son intersection avec les LGBTphobies, tou.te.s ont également rejeté la possibilité que la communauté LGBTQ+ les protège contre des discriminations. **Ainsi le racisme au sein de la communauté LGBTQ+ est un problème peu abordé publiquement, pourtant largement vécu par les personnes que nous avons rencontrées.**

La négrophobie ou encore la xénophobie se traduisent à différents niveaux. Cela passe tout d'abord par une forte fétichisation entourant les corps racisés :



Il suffit de regarder les applications de rencontres. Tu n'as même pas besoin d'engager la conversation, c'est directement dans les descriptions de profils : « pas de noirs », « pas d'asiat ». Ou à l'inverse t'as des gens qui t'écrivent juste parce que tu es noire. Et puis avec les clichés habituels : panthère, féline, *wild* au lit. Ils te sortent ouvertement des trucs comme « t'es belle pour une noire ». (Fiche #18)

Let's see, I had the "dark chocolate princess", the "I have never been with a black girl before but you are special", the "panther" classic! The "pretty for a dark skinned girl". Yeah, the "pretty for..." I had this one so often. The "wow you're so articulate for a black girl" also. Classic! (Fiche #7)

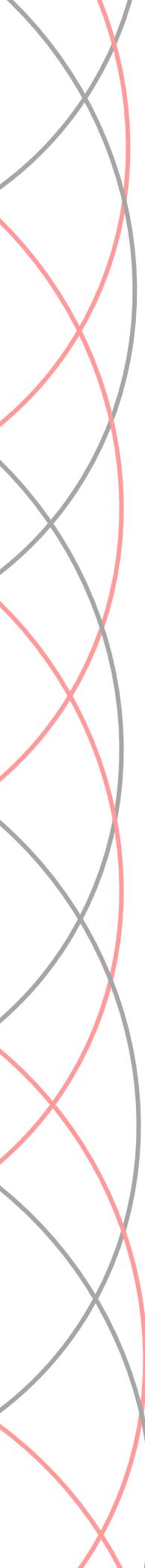
J'ai eu le cas où un homme juif, profondément homophobe, mais ayant des rapports sexuels avec des hommes, m'a expliqué qu'il couchait qu'avec des noirs. Que c'était moins grave de coucher avec un homme s'il était noir parce que d'après lui c'était beaucoup moins dé-virilissant (fiche #5)

I think I received every possible bullshit that you can say to a black girl. "I love dark skin", "I'm into ethnic girls". Everything. But it was from boys *and* girls! I mean I had this girlfriend, for very not long for obvious reasons. She was white and obsessed with my ass. Like reaaaaally obsessed. She was only talking about my ass, how big it was. She would grab me. She would... everything was about that! It was so uncomfortable! (Fiche #16)

Les soirées LSTW (*Lez Spread The Word*) c'est très blanc! Très blanc! Pas seulement le public, mais également dans la mentalité : très excluant finalement. Si tu n'as pas le profil tu vas passer une mauvaise soirée. Et typiquement c'est la seule chose [les seules soirées organisées] qui existe pour les femmes donc c'est plutôt déprimant (Fiche #1)

Un autre participant explique :

Dans la communauté gay c'est très présent! Je le vois constamment. Dans la manière dont on me drague, dans la manière dont on me parle. On n'est pas dragué pour une relation, mais pour le sexe. On est la case exotique à cocher. Mais tu ne nous présentes pas à tes parents. Tu ne t'imagines même pas en couple avec un homme noir tu vois? Parce que le stéréotype c'est la bête de sexe, c'est le dominant, c'est le plan-cul. Et ça un impact énorme sur l'imaginaire sexuel et



finalement la vie privée. J'ai un ami, il n'a jamais pu être passif dans ses relations. Jamais. Parce que l'homme noir c'est l'actif, c'est le grand gars musclé, mais qui n'a rien à dire. C'est juste le pénis quoi. On le voit très bien dans le porno où les stéréotypes sont légion. Tu as le noir, mais tu aussi le jeune banlieusard avec un exotisme complètement décomplexé par exemple. Tu ouvres le magazine FUGUES et puis voilà. FUGUES les seuls noirs présents c'est les jeunes mecs musclés, à moitié nus, en sous-vêtements. Mais va trouver un homme noir qui a le droit de parole dans FUGUES. Qui fait une chronique ou donne un avis ou ne ressemble pas au cliché. Bon courage. T'en a peut-être un par an ou deux, et encore. (Fiche #5)

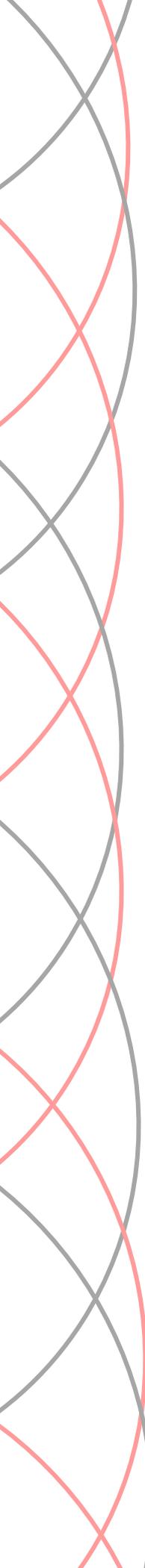
Ou encore :

Soit on n'est pas représenté, soit on est un stéréotype. Je ne lis plus FUGUES depuis un moment. C'est toujours l'homme noir, macho, avec un gros pénis. Ça m'a saoulé. Et quand tu sors, tu es vu comme un pénis humain. L'homme noir c'est le pénis sur pattes. Voilà. Tu es un pénis sur pattes. Donc zéro considération dans la manière de t'aborder. Sur une piste de danse ou dans les soirées on te touche, parfois à des endroits privés, sans ton accord. (Fiche #12)

Et cela ne concerne pas uniquement les individus noirs. Deux de nos participant.e.s, originaires respectivement du Liban et d'Algérie expliquent : « Oui ici j'ai beaucoup vu ce fantasme de l'arabe. De l'orientalisme. Le prince 'perse' ou je ne sais pas quoi. C'est très perturbant dans les échanges » (Fiche #10)

Moi mon faciès porte à confusion. Tu ne peux pas toute de suite me placer, donc ça peut donner n'importe quoi. Une fille avec qui je discutais depuis plus de deux heures à une soirée et avec qui le courant passait super bien a finit par me demander d'où je venais. Donc je lui ai dit. Et puis là, sa face est tombée. Elle m'a dit « Je sors qu'avec des latinas » et elle est partie. Elle m'a plantée là d'un coup. Déjà le « je sors qu'avec... » je trouve ça problématique, mais passons. Mais aussi, je pense que mon pays d'origine lui a posé problème. Je l'ai vu dans sa face, la manière dont elle m'a regardé d'un coup. Ça a changé la manière dont elle me percevait (Fiche #6)

Finalement les stéréotypes entourant les corps racisés ont un très fort impact non seulement dans la manière dont ils sont perçus, mais également dans la manière dont ils



se perçoivent, avec des conséquences importantes dans la sphère même de leur intimité. Plusieurs des participant.e.s ont ainsi dénoncé l'objectivation qu'ielles subissent au quotidien et la manière dont ielles s'adaptent pour l'éviter. Ne pas sortir dans certains lieux ou ne pas s'y rendre seul.e, ne pas porter certains vêtements... Beaucoup ont rapporté connaître des personnes s'étant adaptées à ce qu'on « attendait » d'elles en surjouant les stéréotypes afin de pouvoir faire des rencontres :

On ne peut pas les blâmer. Souvent ils sont jeunes, ils sont impressionnables. Quand ils voient des hommes qui leur ressemblent, c'est toujours dans un certain rôle, un rôle déshumanisé, donc ils se disent qu'il faut qu'ils ressemblent à ça pour plaire. Même leur imaginaire sexuel finit par être modelé par ce discours et ces images. Ils ne s'imaginent pas pouvoir être autre chose, ils sont essentialisés du simple fait de leur couleur de peau. Combien m'ont déjà dit qu'ils ne savaient honnêtement pas si leur partenaire les avait désirés pour eux ou l'image qu'ils avaient des noirs par exemple? Et plusieurs ne vont pas gratter plus loin, parce qu'ils préfèrent se voiler la face plutôt que d'être intimement blessés par ça. Et regarde les couples de deux mecs noirs : c'est tabou! Je connais plus de noirs qui refusent catégoriquement de sortir avec un autre noir que l'inverse. Tu intériorises au bout d'un moment parce que dans l'imaginaire sexuel l'homme blanc c'est le gros lot! Et quand un blanc sort avec un noir ben lui (*le noir*) va recevoir des commentaires de ces copains du style : « oh t'as de la chance! » C'est extrêmement violent et ça touche profondément à l'intime (Fiche #5)

Sur les 25 entretiens que nous avons effectués, tou.te.s expliquent ne pas sortir dans le Village de manière récurrente, voire pas du tout. Les rares fois où ielles acceptent de s'y rendre, c'est la plupart du temps en compagnie d'ami.e.s, pour une occasion spéciale. À propos du Village, une participante explique : « As a black queer girl, I'm clearly not the type wanted in the village. Gay guys glare at me when I enter their space. And I don't feel safe. The Village, it's their space! All the bars are for them, the sauna... everything. » (Fiche 16) Un autre participant avance :

Le Village ça représente bien le problème de la communauté LGBT. C'est typiquement fait pour les hommes gays blancs. Moi en tant que noir je n'y vais pas. Je n'ai pas les moyens d'y sortir. Quand j'y suis je ne m'y sens pas épanoui. Mais tout ce qu'on fait pour les LGBT, toutes les activités, tout l'argent, tout va

dans le Village. Jamais à l'extérieur. Donc en gros tout est fait pour les gays blancs. Et puis la fétichisation! Au sauna par exemple c'est insupportable. (Fiche #12)

Un rapport de la Chaire de recherche sur l'homophobie (Corneau, Caruso, Després, 2014) fait longuement l'état des lieux du racisme sexuel en cours au sein de la communauté LGBT, mais uniquement sous l'angle du vécu des hommes gays noirs. Le racisme touche cependant toutes les identités de genre pour les personnes racisées au sein de la communauté LGBTQ+ et l'impact peut remettre en cause pour certaines les raisons mêmes de leur venue au Canada :

Je milite depuis un moment avec les réfugiés LGBT. C'est très dur. C'est très dur parce qu'ils font tout pour venir au Canada où on leur promet la sécurité, mais rien n'est fait pour s'assurer de cela quand ils arrivent. Chez eux il y avait un risque de persécution à cause de leur sexualité, c'est vrai, mais s'ils restaient dans le placard, ils pouvaient tout de même avoir un certain train de vie. Un emploi, parfois même un très bon emploi, un logement, des diplômes, un cercle d'ami, leur famille. Même s'ils mentaient sur leur identité, ils avaient une vie. Mais ils ne supportaient plus de vivre dans le placard, ou ils ont été découverts ou *whatever*, donc ils demandent à venir ici où on leur dit que grosso modo ils pourront vivre leur vie, mais mieux, sans se cacher. Et arrivé ici c'est la chute sociale : là c'est plus qu'ils soient gays qui posent problème, c'est le fait qu'ils soient noirs, c'est qu'ils n'ont pas la bonne religion, qu'ils maîtrisent pas la langue, qu'ils n'ont pas le bon accent. Ils se retrouvent dans un pays inconnu, ils sont isolés, ils sont sans ressources et c'est impossible pour eux d'avoir un emploi équivalent à ce qu'ils ont quitté ou un logement. Ils sont traités en citoyen de seconde zone. Même pas en citoyens en fait. (Fiche #12)

Ou encore :

Ici on ne travaille pas assez sur le traumatisme que cause le fait d'arriver au Québec. C'est vraiment de traumatismes qu'il faut parler. Il n'y a pas d'accompagnement qui est fait. Alors oui tu arrives dans un nouveau pays avec le droit de baiser qui tu veux, mais pour ça il faut que t'aies les moyens de sortir, payer ta bière, payer ton sauna, avoir un téléphone donc les moyens d'avoir un téléphone, etc. Donc il te faut un emploi, mais tu te heurtes au racisme dans l'embauche, tes diplômes ne sont jamais reconnus ou ne suffisent pas de toutes les façons, et quand enfin tu as ces moyens-là, tu fais face au racisme sexuel. C'est

une recette pour une situation explosive. Et puis après les gens s'étonnent quand le taux de suicide est toujours aussi haut chez les LGBT racisé.e.s (Fiche #5)

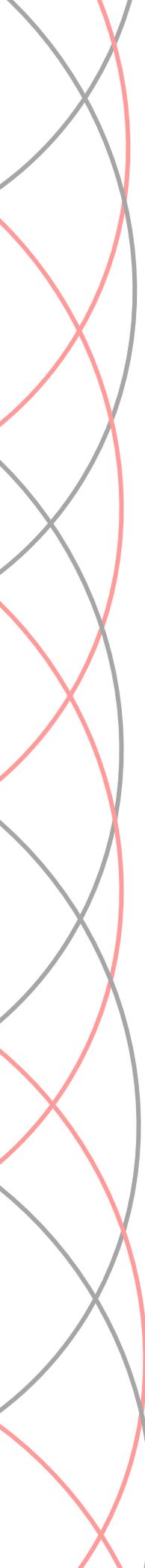
Enfin, le milieu militant LGBT est aussi largement dénoncé comme participant à la mise en place et au maintien de structures d'exclusions. Beaucoup d'organismes nous ont été cités comme n'ayant aucun.e employé.e racisé.e par exemple ou, lorsque c'est le cas, toujours à des positions précaires ou subalternes. « À part Arc-en-Ciel d'Afrique, je connais aucun organisme qui a eu un dirigeant noir. Aucun. » (Fiche #2)

Les associations, ou le milieu universitaire, c'est la même bataille. T'as de gros projets qui sont montés puis, au dernier moment, ils se rendent compte qu'ils sont entre blancs. Et tu comprends au niveau de la communication ou des réseaux sociaux ça ne fait pas bien. Ils savent qu'ils vont se faire critiquer. Donc ils se mettent à chercher partout des racisé.e.s et des personnes trans à intégrer à la va-vite. Généralement ils demandent toujours aux mêmes personnes parce qu'ils sont tellement déconnectés des enjeux sociaux et de la réalité du terrain qu'ils connaissent personne qui fasse l'affaire, à part une ou deux très *out*. Et on se retrouve en position de *token*. Alors c'est bien, on va être sur leur affiche, on va être sur toutes les photos pour leurs réseaux sociaux, mais ça s'arrête là. On est juste là pour l'image. C'est de l'inclusion de façade. (Fiche #21)

Tou.te.s les participant.e.s ayant abordé le sujet dénoncent ainsi une tendance que l'on retrouve dans le milieu militant, mais également dans le milieu de la recherche universitaire, de l'emploi ou encore de la politique, qui est celui du *tokenisme*. C'est l'expression utilisée pour désigner l'emploi d'une personne issue d'une minorité spécifique – souvent une seule personne, d'ailleurs – pour remplir une forme de quota, pour donner l'image d'une structure inclusive qui en réalité n'a fait aucun examen de fond pour s'assurer d'un environnement de travail sain, ou encore pour endiguer des pratiques excluantes à la participation des personnes LGBTQ+ racisées.

La religion

Cinq participant.e.s ont longuement abordé.e.s le cas de la religion, qu'ils présentent comme un sujet qui devrait être abordé au sein des milieux LGBTQ+.



Depuis que je suis arrivée ici, j'ai l'impression de choquer quand je dis que je crois en Dieu. Ma foi est importante, elle fait partie de mon identité. Je n'ai aucun problème à réconcilier ma sexualité avec ma foi, mais ça choque. À croire que pour être lesbienne il faut être athée. (Fiche #3)

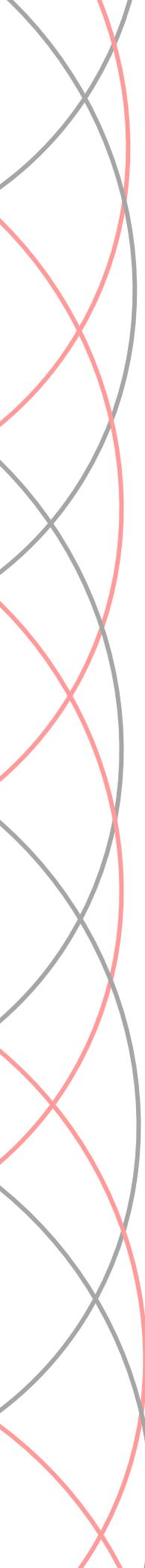
Ces participant.e.s considèrent qu'il faudrait laisser de la place à la religion ou encore à la spiritualité pour ceux qui le désire. Un participant, notamment, propose de réaliser un annuaire qui listerait toutes les ressources spirituelles ouvertes aux populations LGBT :

Cela peut représenter un très fort soutien. Actuellement ce qui arrive c'est qu'on force les réfugiés à faire un deuil spirituel, ce qui représente une perte immense. Au moins avec ce type d'initiatives, on les aide à ne pas avoir à tout refaire depuis le début. Parce que c'est un réseau qu'ils perdent également en arrivant ici et qu'ils n'osent pas demander, alors qu'il s'agit d'un besoin important. (Fiche #5)

De l'aveu de tou.te.s il s'agit aussi de combattre les discours homonationalistes⁴, que l'on retrouve enracinés dans des discours négrophobes, mais aussi islamophobes.

Les droits LGBT se font coopter par un discours haineux envers certaines communautés et certaines cultures. Par exemple on va défendre l'ingérence dans certains pays du Maghreb sous prétexte de vouloir défendre les gays de ces pays. C'est la même chose avec les femmes, défendre le droit des femmes. Tout à coup, il faut intervenir dans des politiques étrangères parce que les femmes là-bas ne sont pas respectées. Mais de qui se moque-t-on? Il faut arrêter de parler de l'homophobie ou de sexisme comme si l'Occident était vierge de toutes fautes et que le Sud était le parangon du mal. Un : je rappelle que l'homophobie a été largement introduite par la colonisation. Il n'y a qu'à voir les traitements qu'ont subis les personnes bispituelles ici. Deux : le sexisme et l'homophobie n'ont certainement pas disparu ici, donc inutile d'aller donner des leçons aux autres. Ce type de discours participe à invisibiliser les violences qu'on subit en Occident. Et trois : ils n'ont pas besoin d'excuses pour mener leur politique d'ingérence coloniale donc on peut laisser tomber les masques. (Fiche #2)

⁴ Pour une définition très large, l'homonationalisme est un terme utilisé pour dénoncer des discours et/ou des pratiques ethnocentriques occidentales où les droits LGBTQ+ sont cooptés par des revendications nationalistes renforçant notamment l'altérité. Voir les travaux de Jasbir Puar sur le sujet.



Le milieu communautaire n'est pas irréprochable là-dessus. Certains organismes LGBTQ+ sont ouvertement islamophobes dans leurs discours ou leurs pratiques. Et ce sont les plus connus! Ils reçoivent par exemple beaucoup de subventions pour cela. Le fait d'ailleurs qu'ils aient ce type de discours plait pour les pouvoirs publics. Ça va dans un certain sens nationaliste. Pendant les débats sur la Charte des valeurs⁵, combien d'organismes en ont profité pour appuyer sur le besoin de protéger les LGBT d'ici? Comme si les migrants de certains pays étaient une menace envers leurs droits? Tout ça, on n'en parle pas! (Fiche #21)

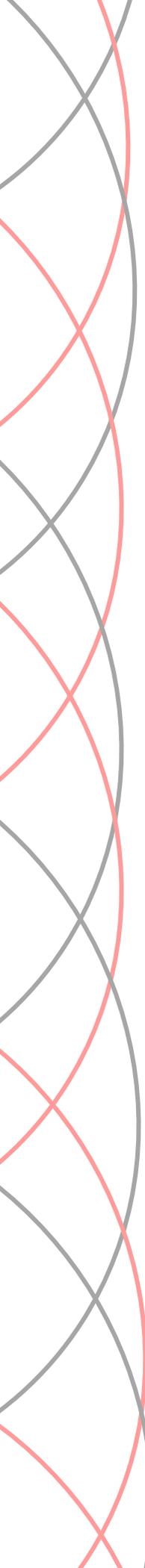
Ces critiques soulignent ainsi les manquements du milieu associatif LGBTQ+ à travailler contre le racisme et la xénophobie. **Pire, elles dénoncent la participation active de ces structures à des discriminations envers les populations racisées.** Cela passe notamment par des discours et des pratiques qui, tout en assurant une inclusion de façade, s'assurent de maintenir les plus marginalisé.e.s dans des situations précaires, que ça soit par l'emploi à des postes mal rémunérés ou leur sollicitation pour du travail gratuit :

Le travail bénévole ou non reconnu est un vrai problème dans le milieu militant. Même quand tu es embauché [...] donc que techniquement tu es payé pour être là, tu te retrouves à constamment faire un travail d'éducation gratuitement. Tu vas être la personne qu'on sollicite constamment pour expliquer quelque chose, s'assurer que le message n'est pas raciste, etc. Tu deviens LA personne qui représente tous les noirs ou *whatever*. Donc tu relis les textes, tu expliques les termes, tu fais attention aux pratiques, tu fais tout. Mais pour tout ça tu n'es pas payé. Et à la fin de ton contrat, ils gardent tout ce que tu leur as appris, mais toi tu peux t'en aller. Zéro reconnaissance. Je peux te citer pleins d'organismes où il y a eu un avant/après qu'ils aient embauché une personne racisée. Dans les publications réseaux sociaux par exemple ça saute aux yeux. Tout d'un coup ils sont corrects. Mais c'est toujours une seule personne qui va faire tout ce travail d'éducation et qui ne va pas être payée en conséquence pour ça. (Fiche #21)

Ou encore :

Moi je suis constamment contacté par des organismes pour faire passer une campagne ou un message auprès de ma communauté, ou pour venir siéger à des

⁵ Débat ayant eu lieu en 2013 lorsque la Charte des valeurs a été proposée à la suite de différentes controverses ayant entourées les accommodements raisonnables. Le but de la Charte se voulait de renforcer une vision bien précise de la laïcité en interdiction notamment tout signe religieux comme le hijab ou la kippah par les employés de l'État. La proposition a soulevé un vaste débat social.



CA ou des tables de réflexions, que des trucs gratuits. Tout le monde a mon contact pour ça. Mais quand il s'agit d'un poste bien payé? [...] Alors là plus rien. (Fiche #14)

Je dirais que les employé.e.s racisé.e.s en général en fait ce sont les bouche-trous. On les embauche pour l'image. Puis on se rend compte qu'ielles sont finalement hyper qualifié.e.s et souvent dans pleins de domaines différents. Parce que survivre au quotidien dans le milieu de l'emploi ça te pousse à développer le plus d'atouts possible pour augmenter un peu tes chances. T'as des skills! Tu en fais deux, voire trois fois plus pour obtenir la moitié de ce qu'ont les autres. Donc tu as ces employé.e.s qui sont capables non seulement de faire de l'*outreach* par exemple, mais également de faire du graphisme, de la traduction, de rédiger des communiqués de presse, d'organiser des rencontres, de faire des formations, de donner des ateliers, des conférences, etc. De super-employé.e.s qui se retrouvent sollicité.e.s pour tout. Donnent un coup de main partout, sans augmentation de salaire ou changement de statut on s'entend, souvent au prix de leur propre santé physique et mentale. Parce que les heures dans le milieu communautaire sont démentes. Et puis à la fin, ciao. Parce que les contrats sont toujours temporaires. Et quelques semaines ou mois plus tard ils apprennent que l'organisme a recruté telle personne pour un job à temps plein et permanent qu'ils faisaient [...], mais eux n'ont même pas été contactés pour postuler. C'est triste, mais c'est la réalité » (Fiche #21)

Ou encore :

J'ai déjà été appelée par mon ancien travail où j'avais fait un contrat d'été et mis en place un planning d'activités pour les jeunes et tout. J'avais reçu plein de compliments, mais on ne m'a pas proposé de rester donc bon. Le temps passe, puis un gars m'appelle, blanc on s'entend, pour m'annoncer qu'il a été embauché il y a quelques semaines pour le poste qu'en gros je faisais pendant l'été, mais lui c'était permanent. Et il voulait savoir si j'accepterais de revenir pour le former. Il avait du mal à s'adapter le pauvre chou. Toute sa description de job en gros c'était ce que moi j'avais créé de toute pièce. Tout. Mais ça ne leur est pas venu à l'idée de me proposer le job. Ou même de postuler! Par contre ils ont eu le réflexe de lui donner mon numéro en disant que vu que j'avais été hyper compétente, je serai sûrement en mesure de le former lui. Pour un petit contrat de quelques heures, s'entends! (Fiche #9)

Outre les gros problèmes de précarité de l'emploi et d'instrumentalisation des individus LGBTQ+ racisé.e.s, il faut souligner les discours et pratiques militants travaillant à créer



et maintenir leur altérité. Ainsi certaines communautés ethnoculturelles (communauté musulmane par exemple et/ou communauté noire) sont constamment dénoncées par les personnes les plus visibles de la communauté LGBTQ+ comme étant plus homophobes que les autres, plus sexistes que les autres ou plus dangereuses. De même, de nombreuses activités mises en place par des organismes communautaires tendent à exclure de facto la participation des LGBTQ+ racisé.e.s en ne prenant pas en compte leurs cultures, ou en imposant des termes ou des référents qui ne font sens que dans un contexte occidental normatif blanc et chrétien. Enfin, un manque de formations anti-racisme au sein du personnel (et, plus largement, un manque de vérification à intervalle régulier que ces formations portent leurs fruits à long terme) a pour conséquence de créer et maintenir des environnements de travail difficiles pour les personnes concernées.

Le Conseil québécois LGBT formule ses recommandations :

- Que le gouvernement réalise une Commission sur le racisme systémique avec les moyens et le temps nécessaires pour un impact significatif sur les structures du pouvoir.
- Que le gouvernement abolisse l'obligation de devoir obtenir la citoyenneté canadienne pour avoir la possibilité de faire modifier les mentions de sexe et le nom sur les documents officiels.
- Que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour assurer la représentation des populations racisées et de minorités culturelles au sein des organismes publics. Cela passe par le milieu de l'enseignement, mais également le milieu de la santé publique ou encore et surtout, le milieu juridique et légal (comprenant les forces de police), comme ça a été souligné par la CDPDJ dans son rapport de 2011.
- Que le gouvernement rende obligatoire des formations anti-racistes et anti-LGBTphobies pour son personnel et pour tous les services publics, ainsi que des vérifications de routine quant au respect de ces formations.
- Que les pouvoirs politiques de tous les paliers de gouvernement fassent plus largement des statistiques sur l'accès à l'emploi des personnes marginalisées dans tous les secteurs,

que ces statistiques soient rendues publiques, et qu'en cas d'inégalités constatées, que des mesures coercitives soient mises en place.

- Que les pouvoirs publics développent un plan d'aide à l'accès au logement pour les populations les plus touchées par l'inégalité dans ce secteur. Ce plan doit s'accompagner de mesures simplifiant les recours en justices en cas de constats de discriminations de la part des propriétaires.
- Que les institutions scolaires fassent une analyse approfondie de leurs structures, de leur cursus d'enseignement, de leur population estudiantine et de leurs personnels afin de mettre en place une politique pour contrecarrer le profilage racial, les dynamiques de *school-to-prison pipeline*, et le décrochage massif d'une partie de leurs étudiant.e.s, notamment les personnes LGBTQ+ racisées
- Que le milieu communautaire reconnaisse et travaille activement à lutter contre le racisme, la xénophobie, l'islamophobie et la transphobie⁶ en cours dans le milieu LGBTQ+. Ceci passe notamment par :
 - Un recrutement actif pour que le milieu communautaire soit représentatif de la diversité ethnoculturelle existante au sein du milieu LGBTQ+;
 - Une analyse approfondie des pratiques et discours travaillant à exclure les personnes LGBTQ+ racisé.e.s;
 - Une analyse approfondie des pratiques d'emploi, du maintien du plafond de verre et de l'instrumentalisation des personnes LGBTQ+ racisé.e.s;
 - Le développement et le suivi de formations anti-racisme, anti-xénophobie et anti-transphobie au sein du milieu communautaire;
 - Le refus de participer, cautionner ou développer des rhétoriques homonationalistes;

⁶ Nous avons conscience que d'autres discriminations existent, comme le capacitisme ou la grossophobie, qui ont également des impacts très négatifs sur les populations. Malheureusement nous avons dû limiter notre rapport et nos recommandations aux enjeux entrant dans le mandat de cette Commission.

Conclusion

L'intersection du racisme et des LGBTphobies fait l'objet de nombreux témoignages touchant à toutes les infrastructures. Nous avons constaté que souvent les histoires racontées, les difficultés de survie et les blocages du quotidien se faisaient écho d'une rencontre à l'autre, alors qu'aucun.e des participant.e.s n'a eu accès aux dires des précédent.e.s.

L'abandon du projet de tenir une Commission sur le racisme systémique – alors que cette dernière n'avait d'emblée ni les ressources, ni le temps ou les conditions nécessaires pour être réalisée de manière à avoir un impact concret – est en soi symbolique de l'état actuel de la société québécoise face à ses problèmes structurels : négation des violences vécues pourtant largement documentées par de nombreuses recherches depuis déjà des décennies, refus de la mise en place d'un espace de dialogue sain, et incapacité à effectuer ou recevoir une critique constructive pourtant largement nécessaire pour une large partie de la population québécoise.

Finalement le développement de la Commission sur le racisme systémique, devenue le Forum sur la valorisation de la diversité, avec un axe majeur mis sur l'emploi, l'immigration et la francisation, est l'exemple concret de toutes les problématiques soulignées par les témoignages que nous avons reçus. Le traitement subi par les organismes communautaires ayant été sélectionnés dans le processus n'a pas été l'objet d'une critique approfondie au sein de ce rapport; bien que nous jugions nécessaire que le gouvernement prenne conscience des torts infligés aux organismes, nous ne souhaitons pas que cela devienne le sujet principal de ce rapport. Simplement, nous soulignons que notre participation au Forum ne cautionne en rien son changement de cap ni n'excuse la manière dont le processus s'est déroulé. Si nous avons mené ces entretiens et fourni ce rapport, c'est avant tout afin de rendre compte des réalités des membres de nos communautés et offrir une plateforme, quoiqu'insuffisante, à leurs paroles.

Nous espérons en conclusion que nos recommandations, qui suivent, auront un impact, même minime, sur les enjeux soulevés.

Bibliographie :

- Abramovich, I. A. 2012. "No Safe Place to Go – LGBTQ Youth Homelessness in Canada: Reviewing the Literature." Canadian Journal of Family and Youth/Le Journal Canadien de Famille et de la Jeunesse.
- Calliste, A. 1993. "Race, Gender and Canadian Immigration Policy: Blacks from the Caribbean, 1900-1932". Journal of Canadian Studies (Winter).
- CDPDJ. 2011. Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés. Url : http://www.cdpedj.qc.ca/Publications/Profilage_rapport_FR.pdf
- CDPDJ. 2012-2013. L'accès à l'égalité à l'emploi. Url : http://www.cdpedj.qc.ca/Publications/Rapport_triennal_PAE_2010_2013.pdf
- Fletcher, T. 2013. "Trans Sex Workers: Negotiating Sex, Gender and Non-Normative Desire". In Meulen, E. et Durisin, E. (eds). Selling Sex: Experience, Advocacy, and Research on Sex Work in Canada. Vancouver : University of British Columbia Press.
- Jaime, G.; Mottet, L.; Tanis, J.; Harrison, J.; Herman, J.; Keisling, M. 2011. Injustice at Every Turn: A Report of the National Transgender Discrimination Survey. Washington : National Center for Transgender Equality and National Gay and Lesbian Task Force.
- Hamilton, S. 2011. "Stories from the Little Black School House", in Mathur, A. ; Dewar, J.; DeGagné, M. (eds.), Cultivating Canada : A reconciliation through the Lens of Cultural Diversity, Ottawa, Aboriginal Healing Foundation.
- Maynard, R. 2017. Policing Black Lives State violence in Canada from slavery to the present, Montréal, Fernwood Publishing.
- McInnes, S. 2017. Violence Against Trans People in Canada : À primer. Url : <https://policyfix.ca/2017/01/30/violence-against-trans-people-in-canada-a-primer/>
- Namaste, V. K. 2005. Sex Change, Social Change : Reflections on Identity, Institutions, and Imperialism. Toronto : Women's Press.
- Rapport annuel du Bureau de l'enquêteur correctionnel 2013-2014, Sapers. Url : <http://www.oci-bec.gc.ca/cnt/rpt/annrpt/annrpt20132014-fra.aspx>
- Rapport de Chaire de Recherche contre l'homophobie, 2014 : Portrait descriptive de santé globale de la population HARSAH afro-caribéenne de Montréal.

- Rapport de la consultation des groupes LGBT du Québec dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles. 2017.
- Rapport de la Diversité en tête. 2012-2013. Diversité en tête les femmes et les minorités visibles occupant des postes de leadership : profil du Montréal métropolitain.
- Rapport de l'institut national de santé publique du Québec. 2013. Adaptation linguistique des soins et des services de santé : enjeux et stratégies.
- Rapport de Radio-Canada. 2016. Url : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/760479/minorites-visibles-employes-quebec>
- Rapport du Conseil National du bien-être social. 2013. Aperçu de la racialisation de la pauvreté au Canada. Url : <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/communautes/rapports/profil-pauvrete-aperçu.html#h1>
- Rapport Scruton, S. 2014. Évaluation des besoins des personnes trans. Société canadienne du sida, Ottawa, ON.
- Puar, J. 2007. Terrorist Assemblages. Homonationalism in Queer Times. Durham et Londres : Duke University Press
- Tourki, D. et Finley, P. E. 2017. Justin Trudeau's government continues to discriminate against transgender people. His apology means nothing. Independent.co.uk. Url : <http://www.independent.co.uk/voices/justin-trudeau-lgbt-queer-transgender-apology-canada-government-crimes-cold-war-discrimination-a8084276.html>
- Whitfield, H. A. 2010. « Slavery in English Nova Scotia, 1750-1810 ». Journal of the Royal Nova Scotia Historical Society.
- Winks, R. W. 1997. "Blacks in Canada : A History". Montréal et Kingston, Londres, Chicago : McGill-Queen's University Press.

Annexe :

1 — Témoignages reçus (compte-rendu à remplir pour chacun des participants)

Identification du participant ou de la participante (témoignage individuel ou représentant d'un groupe, tout en vous assurant de préserver son anonymat si demandé) :

Victime

ou

Témoin

Cochez le principal motif de discrimination invoqué :

- « Race »
- Couleur
- Origine ethnique ou nationale
- Religion

Cochez, s'il y a lieu, le(s) motif(s) de discrimination connexe(s) invoqué(s) :

- « Race »
- Couleur
- Origine ethnique ou nationale
- Religion
- Sexe
- Identité ou expression de genre
- Grossesse

- État civil
- Âge
- Convictions politiques
- Langue
- Condition sociale
- Handicap ou utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap

Cochez le(s) secteur(s) d'activité(s) invoqué(s) :

- Emploi et travail
- Éducation
- Santé
- Services sociaux
- Logement
- Justice
- Sécurité publique
- Culture et médias
- Autre : _____

Précisez la source de la discrimination subie :

- Une loi ou un règlement
- Une politique
- Une pratique
- Le fait d'une seule personne
- Autre : _____

Résumez les conséquences de la discrimination subie :

Des démarches ont-elles été entreprises pour mettre fin à la discrimination?

Si oui, lesquelles :

Si non, pourquoi?

Quelles pistes de solutions ont été identifiées au cours du témoignage?

Date des rencontres :

Date	
02-11-17	Fiche 1
03-11-17	Fiche 2
02-11-17	Fiche 3
09-11-17	Fiche 4
13-11-17	Fiche 5
14-11-17	Fiche 6
16-11-17	Fiche 7
21-11-17	Fiche 8
20-11-17	Fiche 9
23-11-17	Fiche 10
24-11-17	Fiche 11
27-11-17	Fiche 12 et 13
29-11-17	Fiche 14
30-11-17	Fiche 15
02-12-17	Fiche 16, 17 et 18
04-12-17	Fiche 19
05-12-17	Fiche 20
06-12-17	Fiche 21
08-12-17	Fiche 22 et 23
08-12-17	Fiche 24 et 25